ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1509 - 6 juin 1997 - prix : 9 F

Jospin a le temps mais pour les travailleurs il y a urgence

Contre le chômage, la précarité et les bas salaires, IL FAUT PRENDRE SUR LES PROFITS PATRONAUX !

Des ministres communistes pour quoi faire ? Pour faire la politique de Jospin, pardi !

p 5

M 6189 - 1509 - 9,00 F

SOMMAIRE

Élections

4/5 – À droite : défaite et règlements de comptes
– Les ministères des Verts
– Des ministres PCF… pour faire la politique de Jospin

6 – Jospin : parcours d'un politicien bourgeois

7 – La droite a été désavouée, mais la politique suivie sera la même… à moins de luttes sociales

10 – Quand les dirigeants syndicaux prétendent surveiller Jospin
– Jospin n'inquiète pas le monde de la finance

Tribune

6 – Il y aura des ministres pour les communistes, mais quoi pour les travailleurs et les chômeurs?

Leur société

8 – Les licenciements à Renault-Vilvorde et le nouveau gouvernement
– 3 000 suppressions d'emplois chez Peugeot

9 – Jean-Maxime Lévêque, banquier et escroc
– Pinault et ses bonnes affaires sur le dos du Crédit Lyonnais

11 – Les empoisonneurs de l'amiante
– Chômage : toujours en hausse

12 – Enseignement : titularisation de tous les maîtres-auxiliaires!

Dans les entreprises

12 – SNCF Villeneuve-Saint-Georges (94) : SUD reconnu représentatif

13 – Allianz (Charenton – 94) : un plan secret de licenciements
– Alcatel-Câbles (Salles-du-Gardon – Gard) : grève-avertissement

14 – Nordrail (Paris – Gare du Nord) : travailleurs en colère
– SNCF Villeneuve-Prairie (94) : des nettoyeurs font reculer leur patron
– Paris Gare de Lyon : les porteurs en lutte

15 – Mairie de Tours : ras-le-bol au nettoiement
– Valéo (Évreux) : coup de force patronal et riposte ouvrière

Dans le monde

16 – Algérie : des élections qui ne résoudront rien
– Turquie : le gouvernement islamiste tiendra-t-il un an?

Patience et modération, le seul mot d'ordre des dirigeants socialistes

Visiblement les leaders du Parti Socialiste n'ont pas sombré dans l'euphorie à l'annonce de leur victoire électorale. Leurs discours ont tous repris, chacun à sa manière, le même refrain sur la vertu de la patience et de la responsabilité. L'exercice relevait plus de la douche froide que des perspectives fixées « pour changer l'avenir ». Avant même la nomination de Jospin comme Premier ministre l'exercice imposé aux responsables a consisté à faire entendre aux couches populaires qu'on n'était pas à la veille de grands bouleversements, et au patronat, s'il en doutait, qu'il pouvait se rassurer sur l'esprit de réalisme des dirigeants du PS.

Il revenait bien sûr à Jospin de mettre le plus clairement les points sur les « i ». Le 1er juin au soir il déclarait : « *Cette exigence profonde qui vient de notre peuple, ce n'est pas la demande d'un tout tout de suite auquel personne ne croit plus, ce n'est pas la croyance naïve à des promesses qui ont été, à plusieurs reprises, démenties dans le passé, c'est une exigence raisonnée et pressante de progrès réels* ». Et il concluait : « *Cette exigence, nous y répondrons avec méthode en écoutant nos concitoyens, en dialoguant avec eux, en leur proposant des démarches novatrices et réalisables* ».

Les lieutenants ont bien tenu à marteler le message. Daniel Vaillant précisait que le travail du nouveau gouvernement devra se faire « dans la durée ». Jack Lang quant à lui précisait : « *Tenir ses engagements, c'est la première obligation d'un homme public. La seconde, c'est de respecter l'argent public, et la troisième, c'est d'établir avec les citoyens un vrai dialogue* ». Strauss-Kahn lui insistait : la gauche « *n'a pas de programme de 40 jours* ». « *Il y aura des symboles certainement, mais il y a aussi à préparer la durée* », assurant que le gouvernement ne serait pas « *un gouvernement pour une moitié de la France* », mais « *le gouvernement de toute la France* ». Elizabeth Gigou modérait les enthousiastes en lançant : après « *la joie extraordinaire, immédiatement, c'est le sentiment de responsabilité qui m'a envahie* ». Fabius tenait à répéter de son côté que la tâche serait « *très lourde* » et qu'il faudrait « *beaucoup d'ambition dans la démarche et de modestie dans la façon de l'accomplir* ». Sa « modestie » Fabius l'a précisé : « *Il va falloir progressivement engager notre programme* ».

Le programme du PS c'était déjà la peau de chagrin, comme ses dirigeants le disaient eux-mêmes, plus que des promesses concrètes il s'agissait d'une méthode, en clair parler et encore parler sans donner rien de concret aux classes populaires. Mais le jour même de « leur » victoire électorale tous les dirigeants du PS, futurs ministres pour certains, ont tenu à faire un cours collectif de langue française en direction des milieux populaires qui souffrent de la situation actuelle. Pour ces gouvernants « l'avenir », vous savez celui où les choses devraient s'améliorer, ce n'est ni dans 40 jours ni dans un an, c'est… plus tard. Quand? Et bien justement nos grands dirigeants socialistes proposent que ce soit la conclusion d'un long dialogue « *qu'il faut entreprendre avec les citoyens* ».

Le leitmotiv des dirigeants du PS et du reste de la gauche, a été et continue d'être : « *Il ne faut pas décevoir ceux qui nous ont élus* ». C'est certain, avec de telles perspectives il ne peut pas y avoir d'illusions. Il reste aux travailleurs, aux chômeurs, à toutes les victimes des sacrifices imposées au profit des classes riches à se préparer à leur façon à poser « le socle du changement », dans les usines, les bureaux et dans la rue.

Paul SOREL

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13 800 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Jospin a le temps, mais pour les travailleurs, il y a urgence

CONTRE LE CHÔMAGE, LA PRÉCARITÉ ET LES BAS SALAIRES, IL FAUT PRENDRE SUR LES PROFITS PATRONAUX

On peut se réjouir en voyant les visages défaits et en entendant le concert de lamentations des hommes de droite, si arrogants durant les quatre dernières années où ils gouvernaient. Même si l'on sait qu'ils ne subiront pas les affres du chômage, cela fait plaisir de les voir vivre l'épreuve du licenciement.

Cela dit, on va voir combien de temps la gauche va mettre pour prendre, reprendre devrait-on dire, le visage, les attitudes, les idées et les actes de la droite. Robert Hue a rapidement renoncé à demander des mesures immédiates pour ne pas décevoir l'électorat communiste vis-à-vis duquel il s'est engagé et qui a permis au PCF d'obtenir trente-neuf députés.

Les dirigeants socialistes lui ont répondu que, bien qu'ils n'aient « pas le droit de décevoir », il y aura peut-être quelques « symboles » mais qu'il faudra surtout de la patience et de la durée.

Lionel Jospin, dès le soir du 1er juin, s'en prenait à ceux qui voudraient « *tout, tout de suite* », visant ainsi les dirigeants du Parti Communiste. Et les dirigeants communistes n'ont même pas eu droit à un petit geste ou à une promesse explicite sur le SMIC, les salaires ou les impôts. Ils n'ont même pas eu le petit quelque chose avec lequel ils auraient pu justifier leur soutien. Et pourtant ils ont mis en deux jours leurs prétentions sous la table, pour accepter de participer au gouvernement avec deux ministères, celui de la Jeunesse et des Sports et celui des Transports, de l'Équipement et du Logement.

Bien sûr, c'est se lier encore plus les mains. Tenus par la discipline gouvernementale, les dirigeants du PCF ne pourront que tout approuver et s'interdire de s'opposer à quelque mesure gouvernementale que ce soit. Sinon leurs ministres seraient, une fois de plus, obligés de démissionner du gouvernement. Mais Robert Hue tient à cette participation et il a accepté tous les renoncements voulus par Jospin.

Le Parti Socialiste, Lionel Jospin en tête, n'a rien promis aux travailleurs et aux masses populaires dans cette campagne électorale. Il n'aura donc pas de mal à tenir parole ; trois cent cinquante mille emplois pour les jeunes dans les collectivités locales, c'est une goutte d'eau face aux millions de chômeurs !

Et quand Lionel Jospin parle de gouverner « dans la durée », cela veut dire qu'il compte bien, malgré cinq ans au gouvernement, se retrouver en bonne position pour la présidentielle, c'est-à-dire sans être discrédité auprès d'une majorité de l'électorat. Si toutefois les hommes de la grande bourgeoisie lui en laissent la possibilité.

Rien ne prouve que l'électorat auquel il voudra plaire soit vraiment les classes populaires, les travailleurs, les chômeurs, les jeunes. Pour cet homme, issu du ministère des Affaires étrangères et qui avait sollicité une place d'ambassadeur alors qu'il ne croyait plus à l'avenir du Parti Socialiste, les classes populaires sont le dernier des soucis. Pour gagner la présidentielle, il cherchera plutôt à gouverner sans avoir à heurter les catégories sociales petites-bourgeoises.

Jospin, comme ses prédécesseurs de droite, espère que la crise cessera bien d'elle-même un jour. Mais si elle ne cesse pas, il perdra sa popularité comme les autres. Car le patronat, face à la crise, ne fera de cadeau à aucun gouvernement. Il exigera que le gouvernement impose des sacrifices aux masses populaires pour préserver ses profits.

Les travailleurs et les classes populaires ont, dans leur grande majorité, voté pour la gauche mais certainement avec beaucoup moins d'illusions qu'en 1981. Ils ne lui feront pas crédit très longtemps et le gouvernement socialiste se trouvera immanquablement confronté à des conflits sociaux s'il ne répond pas aux attentes du monde du travail. Les trois millions de chômeurs, les deux millions de travailleurs en situation précaire, les jeunes qui doivent entrer dans le monde du travail, les mal-logés, sont plus préoccupés du lendemain que de l'avenir. Surtout celui de Jospin.

MEETINGS avec Arlette LAGUILLER

à MARTIGUES
(Bouches-du-Rhône)
Vendredi 6 juin
à 20 h 30
Salle du Grès
Boulevard Léo-Lagrange
(quartier de Ferrières)

à SAINT-ETIENNE
Jeudi 12 juin
à 20 h 30
Le Flore
(Plaine Achille)
31, bd Jules-Janin

à PARIS
Vendredi 13 juin
à 20 h 30
à la Mutualité
24, rue Saint-Victor Paris Ve
Métro Maubert-Mutualité

À droite : DÉFAITE ET RÉGLEMENTS DE COMPTES

Dur moment, le dimanche 1er juin au soir, pour les responsables de l'ex-majorité appelés à commenter les résultats du second tour des élections. Il fallait faire preuve d'inventivité... dans les commentaires. On n'a pas été déçu.

À une défaite il faut des responsables et on se mit en devoir de les chercher. Ce fut d'abord l'élégant Sarkozy, fort de son autorité d'élu du premier tour dans une banlieue aussi difficile que Neuilly, qui déclara avec l'accent du même lieu qu'il était « *un peu en colère* ». Hou que l'on avait peur! Et en effet d'après Sarkozy, la cause de la défaite, c'est que « *la droite n'a pas été la droite* » et que la manière dont elle a été défendue n'était pas la bonne.

Et voilà pourquoi, déclara l'ex-ministre de Balladur, « *un vaste travail de rénovation, de reconstruction, de reconquête nous attend* ». Et son ex-patron Balladur de préciser avec son air mou : « *Il s'agit de réfléchir et de défendre ensemble les idées de liberté, d'Europe et de dialogue* ».

Le même vent soufflait dans d'autres têtes, comme celle du ministre sortant des PME, Raffarin, qui déclarait que le RPR et l'UDF devaient « *engager leur révolution culturelle* » et appelait à « *une rénovation, une refondation de nos familles politiques* » en souhaitant que cela se fasse « *avec des idées claires, de la convivialité, de la proximité* », et « *qu'on laisse entendre les voix du terrain* ».

Mais les poids lourds aussi s'y mettaient. Pendant que François Bayrou découvrait gravement que la France a « *un problème d'institutions* », Pasqua annonçait lui aussi qu'il « *entend se consacrer à la nécessaire refondation* » du RPR. Et voilà que le fameux « ticket » composé du « social » Séguin et du « libéral » Madelin, appelé quelques jours auparavant, après le sacrifice de Juppé, à sauver la majorité en péril, s'y mettait aussi.

Et Madelin d'annoncer que selon lui « *l'avenir est plus que jamais aux solutions de liberté* » – liberté d'exploiter s'entend – et que pour commencer il reprenait la sienne. Séguin, lui, ruminant qu'on ne lui avait laissé que trois jours pour tenter d'éviter le désastre alors qu'il lui aurait fallu un mois, déclarait que c'était « *tout notre système politique* » qui était en crise. Un de ses seconds, Etienne Pinte, lui aussi membre du RPR, précisait sa pensée en déplorant « *la suffisance, l'arrogance et le mépris de certains dirigeants* » du RPR, « *l'incompétence* (...), *l'irresponsabilité politique de collaborateurs et autres conseillers médiocres.* » Et d'appeler lui aussi à « *refonder le mouvement qui se réclame des idées du général de Gaulle* » derrière « *Philippe Séguin, le seul qui peut nous rassembler, nous réunir dans un destin commun, galvaniser les énergies, les générosités et les espérances du peuple de France* ». Quel homme ce Séguin, et que Chirac n'a-t-il su utiliser ses qualités plus tôt!

On ne sait pas si ledit Pinte en avait bu une de trop. Mais au fond tous ces leaders de la droite se montraient d'accord : il fallait « *reconstruire* », « *refonder* », « *tirer les leçons* », « *réfléchir* ». Ce qui signifie faire endosser la responsabilité au perdant Juppé, voire à Chirac, pour pouvoir se présenter comme les hommes neufs d'un RPR et d'une UDF rénovés et se préparer aussitôt pour les prochaines législatives – dès que la gauche se sera déconsidérée – voire la prochaine présidentielle où Séguin pourrait estimer être un meilleur candidat que Chirac, si celui-ci tient jusque-là.

Tout n'est pas réglé puisque Juppé, pas découragé, après avoir annoncé de Bordeaux qu'à son avis « *il faut entamer la reconstruction d'une force politique capable de porter des idées auxquelles croient des millions de nos compatriotes* », déclarait qu'il remettrait en jeu son mandat à la tête du RPR... en septembre! Le temps de bétonner le terrain contre tous ceux qui sonnent l'hallali contre l'équipe Juppé-Chirac. Décidément la « *refondation* » de la droite s'annonce fertile... en règlements de comptes.

André FRYS

CES VERTS MINISTÈRES

Comme prévu, les Verts de Dominique Voynet auront six députés, notamment leur porte-parole, élue à Dole (Jura). Deux autres personnalités de ce mouvement sont également élues : Guy Hascoët, vice-président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (qui, outre l'accord avec le Parti Socialiste, a bénéficié du soutien du maire UDF de Roubaix) élu à Roubaix et Yves Cochet à Sarcelles. Il s'y ajoute deux autres députés écologistes n'appartenant pas aux Verts, Mamère à Bègles, qui a bénéficié lui aussi du soutien du Parti Socialiste et Michèle Rivasi à Valence.

Comme s'en est félicitée Voynet, « *l'alliance rose, rouge, verte a très bien fonctionné* ». L'accord signé avec le Parti Socialiste assurait initialement aux Verts vingt-neuf circonscriptions où la gauche ne présentait pas de candidats tandis que, selon le même accord, dans 136 circonscriptions (et non pas 570 comme nous l'avons écrit par erreur dans notre précédent numéro), les Verts apportaient leurs 5% au Parti Socialiste.

Mais les Verts voulaient aussi des ministres. Si, au départ, l'accord avec le PS avait laissé un tiers des Verts sceptiques, on n'en est plus là. Le fumet de la soupe gouvernementale a des vertus irrésistibles. La réunion du conseil national inter-régional des Verts, tenue le 2 juin, a décidé « *à la quasi-unanimité* » la participation au gouvernement que doit former Jospin.

Les Verts souhaitaient participer « *si possible avec plus d'un ministère* », c'est-à-dire au moins deux. Et Voynet a également indiqué que les Verts « *n'étaient pas voués au ministère de l'Environnement* ». Ils se voyaient bien à la tête d'« *un grand ministère d'allure technique* » avec, pour compléter, un maroquin dans le domaine de « *l'Economie sociale* ».

Voynet souhaitait d'abord qu'aucun député vert ne soit ministre : prudente mesure de sauvegarde pour les députés verts fraîchement élus car lorsqu'un député devient ministre, il cède sa place de député à son remplaçant. Or, dans le cas des Verts, les remplaçants sont des membres du... Parti Socialiste. Mais, sous la pression de Jospin, elle a finalement accepté d'être ministre elle-même, chargée de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement. Elle sera le seul ministre vert.

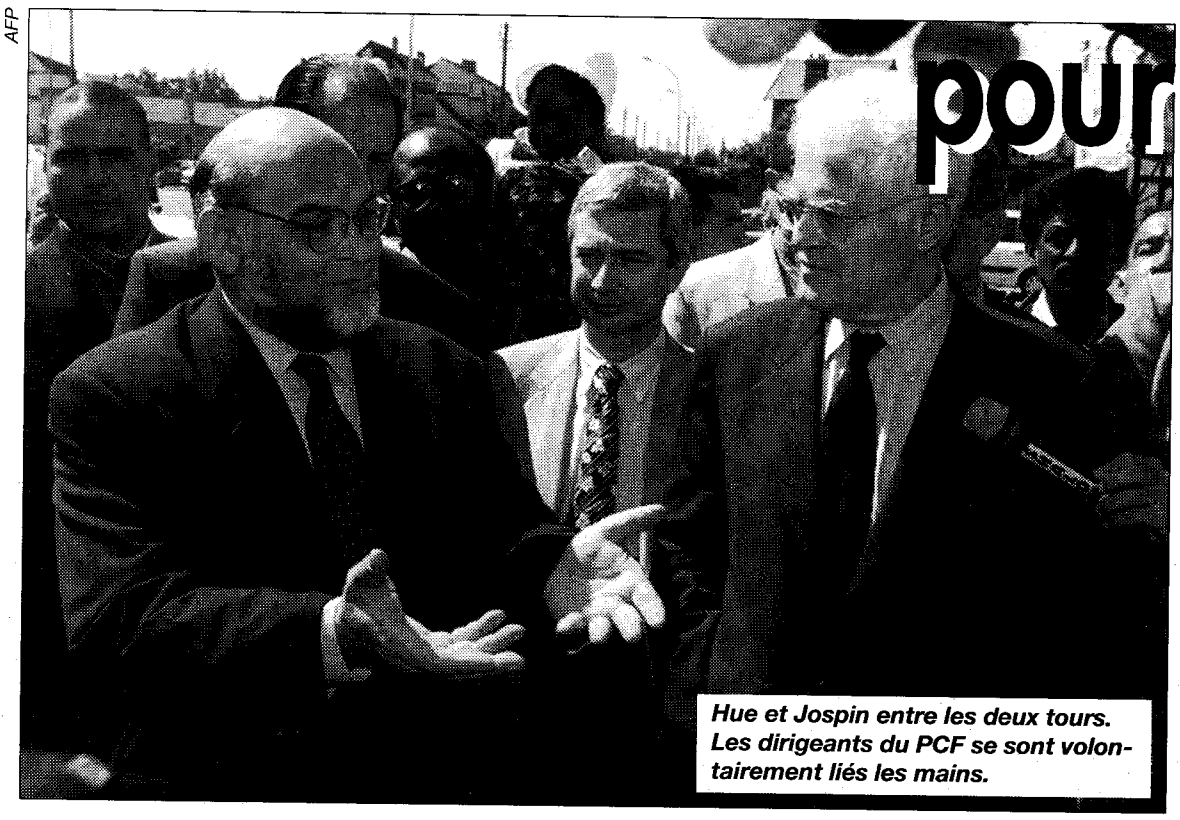
Voynet prétend que ministres et députés verts pèseront sur la politique du nouveau gouvernement. Mais comment donc, et dans quel sens?

Interviewée par *L'Humanité* à la veille du second tour, Voynet expliquait que « *la priorité des priorités* » reste « *le chômage* ». Mais elle n'envisage aucune mesure permettant de s'en prendre au grand patronat, responsable du chômage. Elle souhaite, il est vrai, une loi-cadre sur les 35 heures, et même les 32 heures dans la durée de la législature avec la semaine de quatre jours. Mais est-ce par oubli qu'elle ne précise pas « *sans perte de salaire* »? Ce qu'elle dit à propos des augmentations de salaires n'est pas de bon augure : pour elle, ce serait « *une erreur de trop mettre l'accent sur la hausse du salaire individuel de ceux qui ont déjà un emploi* ».

Par ailleurs, dans une interview au *Quotidien du Médecin*, Voynet a indiqué qu'elle préconisait de financer le « trou de la Sécu » avec la TVA. Quand on pré-

Des ministres communistes pour quoi faire ? MAIS LA POLITIQUE DE JOSPIN, PARDI !

AFP



Hue et Jospin entre les deux tours. Les dirigeants du PCF se sont volontairement liés les mains.

Il y a deux ministres communistes dans le gouvernement Jospin. Jospin en a été d'accord, et la direction du PCF aussi, à la suite d'une discussion qui traduisait sans doute des dissensions réelles dont il est bien difficile de mesurer l'ampleur et les conséquences, mais qui relevait aussi de la mise en scène.

Il était visible, au lendemain du premier tour, que Hue et ses partisans bouillaient de l'envie de faire entrer des membres du PCF dans le futur gouvernement, à n'importe quel prix. Les conditions qu'ils mettaient à cette participation, bien peu précises et nettement en retrait par rapport à ce que la direction du PCF avait mis en avant jusqu'au 25 mai, ont évolué en deux jours avec une rapidité foudroyante.

Le lundi 2 juin, Hue expliquait encore devant la presse que, selon lui, le contenu d'une politique véritablement de gauche supposait des « signes forts », comme par exemple une première augmentation du SMIC au 1er juillet, de l'ordre de 500 francs, une baisse de la TVA (qu'il ne chiffrait pas) et une aide aux PME.

Le lendemain il n'était même plus question de cela dans le discours de Hue. Rendant compte de ses multiples entrevues et coups de téléphone avec Jospin et le PS, il se réfugiait dans un commode silence, expliquant « *qu'il était inimaginable qu'apparaissent publiquement, d'une façon systématique et délibérée, des éléments d'un discours d'investiture du Premier ministre avant que celui-ci ne le prononce. (...) Il y a là un problème de pratique démocratique et de respect des institutions.* » Quant aux respects des militants et des sympathisants communistes, des travailleurs, et même des engagements avancés par le PCF jusqu'alors, ils ne méritent pas qu'on les prenne en compte ?

Cette évolution de l'attitude des dirigeants du PCF était prévisible, mais elle est surtout significative de leur état d'esprit. Ils veulent des ministres, pour faire quoi ? C'est une pochette surprise... sans réelle surprise, malheureusement, en ce qui concerne le sort des travailleurs et de la population laborieuse. Il suffit de se rapporter aux déclarations de Jospin et de l'ensemble de ses lieutenants, y compris ceux qui, comme Julien Dray, se donnent une allure de « gauche ». Aucune surprise non plus à attendre du PCF, qui avant même de faire son entrée au gouvernement affiche déjà, d'une manière symbolique – mais, pour reprendre le mot à la mode c'est un « symbole fort » – qu'il saura se montrer respectueux, même dans la forme, des prérogatives et des choix du patron du gouvernement, Lionel Jospin.

Les dirigeants du PCF avaient annoncé de toute façon qu'ils soutiendraient le gouvernement Jospin, ce gouvernement dont la politique antiouvrière est tout à fait prévisible. Mais en plus, en choisissant la participation gouvernementale, ils se lient volontairement les mains, annulant à l'avance les possibilités que représentait la présence d'un groupe parlementaire communiste en progression. Certes les députés du PCF, contrairement aux ministres, ne sont pas soumis à la règle de la solidarité gouvernementale. Ils auraient la possibilité de voter contre une décision du gouvernement avec laquelle ils ne seraient pas d'accord. Mais la présence de ministres de leur parti dans le gouvernement leur servira de prétexte et d'alibi pour ne pas le faire. Ce sera un moyen pour la direction du PCF, au cas bien peu probable où des députés communistes voudraient contester le gouvernement, de faire pression sur ces députés. À moins qu'à l'inverse, le PCF use de la situation pour pratiquer le double langage, un discours au gouvernement et un autre différent au Parlement.

Durant la période entre 1988 et 1993, alors que le PCF n'avait pas de ministres, il avait même la possibilité de renverser un gouvernement socialiste qui ne disposait pas de la majorité à lui seul. Pourtant, il s'y est toujours refusé, pour ne pas mêler ses voix à celles de la droite, disait-il. Pourquoi s'y résoudrait-il cette fois ? Et dans ce cas, encore faudrait-il que Jospin accepte, et tolère des ministres communistes et des députés du même parti qui ne marcheraient pas du même pas. Il est bien peu probable qu'il laisse au PCF une marge pour jouer un tel jeu.

Il n'y a pas si longtemps la direction du PCF expliquait qu'elle n'irait pas dans un gouvernement qui ne serait pas un gouvernement résolument à gauche. Eh bien si, elle l'a décidé !

Désormais, elle aura comme rude tâche, comme dans la fable ou l'on baptise le lapin en carpe, de multiplier les efforts pour faire croire à l'opinion ouvrière que le gouvernement dans lequel le PCF a quelques strapontins défendra ses intérêts. Sauf qu'aujourd'hui les travailleurs ont été échaudés et croient de moins en moins aux fables.

Et c'est tant mieux pour l'avenir de la classe ouvrière.

Jean-Pierre VIAL

---

tend, comme Voynet que « *l'écologie* » ce sont « *les préoccupations du quotidien* », on pourrait au moins dénoncer le caractère particulièrement injuste d'un impôt qui, à chaque achat, taxe de façon identique un RMiste ou un médecin anesthésiste (Voynet, par exemple) dont les revenus sont loin d'être identiques ce qui, dans les faits, revient à taxer plus durement les revenus modestes ; une taxation que le précédent gouvernement avait eu l'audace d'augmenter de deux points et dont on ne sait si le nouveau gouvernement fera même le geste de le ramener au taux précédent.

Cette « solution » proposée pour le déficit de la Sécu reviendrait, si elle était adoptée, à le faire financer par les plus pauvres, en ménageant une fois de plus les très riches, grandes entreprises et grandes fortunes.

Tout cela indique déjà que, en dépit des grandes déclarations de soir d'élections sur la nécessité de « *changements rapides et de grande ampleur* », les ministres verts ne devraient pas avoir de grandes difficultés à enfiler les habits neufs, et pourquoi pas les godillots, de ministres responsables que Jospin a prévus pour eux.

Jacques FONTENOY

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

IL Y AURA DES MINISTRES POUR LES COMMUNISTES, MAIS QUOI POUR LES TRAVAILLEURS ET LES CHÔMEURS ?

Il y a un peu plus d'un an, des représentants du PS, du PC, des Verts, du MDC de Chevènement, se proposaient d'offrir un « débouché politique » au mouvement de grèves de novembre-décembre 95, en siégeant ensemble à la tribune des « forums » du PC. Il s'agissait que leur éventuelle coalition électorale gagne les législatives de 1998 et qu'ils puissent gouverner ensemble. Grâce à Chirac qui a anticipé d'un an, c'est fait ! La droite est battue. Juppé est chassé. Et maintenant ?

Pour le petit monde politicien de la gauche, le débouché politique est bel et bien là. Jospin nommé Premier ministre, les hommes et femmes notables du PS, PC, Verts, MDC et quelques radicaux, en sont à se presser à la distribution des prix. C'est-à-dire des ministères.

Les postes-clés reviendront évidemment au Parti Socialiste. Mais les Verts auront probablement un ministre. Le PC probablement deux. Chevènement un strapontin ? Avec, en contrepartie, pour tous les bénéficiaires, l'engagement d'assumer la politique gouvernementale… et son discrédit.

Voilà longtemps que Robert Hue a fait savoir que le PC était prêt à participer au gouvernement. Pour cela, il en avait déjà rabattu sur son programme, avec l'accord du 29 avril avec le PS. Il continue à en rabattre. A ce jour, la liste des exigences de Hue s'est réduite « concrètement » et « précisément » – comme il dit – à 500 F pour les smicards au 1er juillet, une baisse de la TVA et une aide aux PME (merci pour les petits patrons !).

A Jospin qui a déclaré sans ambages qu'il n'était pas question « *d'un tout, tout de suite, auquel personne ne croit plus* », Robert Hue a confirmé qu'« *il ne s'agit pas d'un tout-tout -de-suite, mais d'un tout de suite ce qui est nécessaire pour engager le changement attendu* ». Nuance ? Ou simple supercherie à l'endroit des militants et électeurs du PC à juste titre méfiants à l'égard du Parti Socialiste ? Robert Hue voudrait bien obtenir de Jospin le petit geste, même tout symbolique, qui lui permettrait de prétendre qu'en s'asseyant dans les fauteuils ministériels, il ne s'asseoit pas sur les intérêts des travailleurs et des chômeurs. Mais ce n'est même pas sûr qu'il l'aura !

Ce qui se discuterait, tout de suite, si Hue était du côté des travailleurs et des plus pauvres, ce n'est pas « tout », peut-être, mais au moins et déjà le refus de la fermeture de Renault-Vilvorde et l'arrêt de tout licenciement dans d'autres entreprises du groupe. Ce serait déjà l'interdiction des 2 816 suppressions de postes que Calvet vient d'annoncer de façon volontairement provocante, chez Peugeot-Sochaux ! Ce serait, plus généralement, l'interdiction désormais de tous les licenciements ou fermetures d'entreprise.

Ce qui se discuterait tout de suite, ce serait au minimum ce qui était dans le programme du PC ou figure toujours dans celui de la CGT, à savoir une augmentation générale de 1 500 F de tous les salaires et un SMIC à 7 500 F, pour que les travailleurs rattrapent ne serait-ce déjà qu'une petite partie de ce qu'ils ont perdu depuis vingt ans.

Ce qui se discuterait tout de suite, ce sont les 35 heures sans diminution de salaires. Ce sont les centaines de milliers d'embauches nécessaires au bon fonctionnement des hôpitaux, transports en commun, écoles, crèches, organismes sociaux.

Ce qui se discuterait tout de suite, ce serait de prendre sur les bénéfices et profits financiers des grandes entreprises (bénéfices et profits justement décriés par le PC durant sa campagne), pour embaucher.

Ce n'était pas la peine de dire qu'il y avait urgence, comme l'a fait Robert Hue, pour dire maintenant qu'il suffirait à Jospin de donner un petit quelque chose aux smicards au 1er juillet et d'attendre, pour le reste.

Il est évident que Jospin ne s'est engagé sur rien. Au mieux abrogera-t-il les lois Pasqua et Debré, régularisera-t-il la situation d'un certain nombre de travailleurs sans-papiers (ce qui ne sera que justice et fruit de leur lutte, mais ne coûtera rien financièrement à la bourgeoisie), pour leur substituer probablement une réglementation de l'immigration clandestine pas moins arbitraire, néfaste et démagogique.

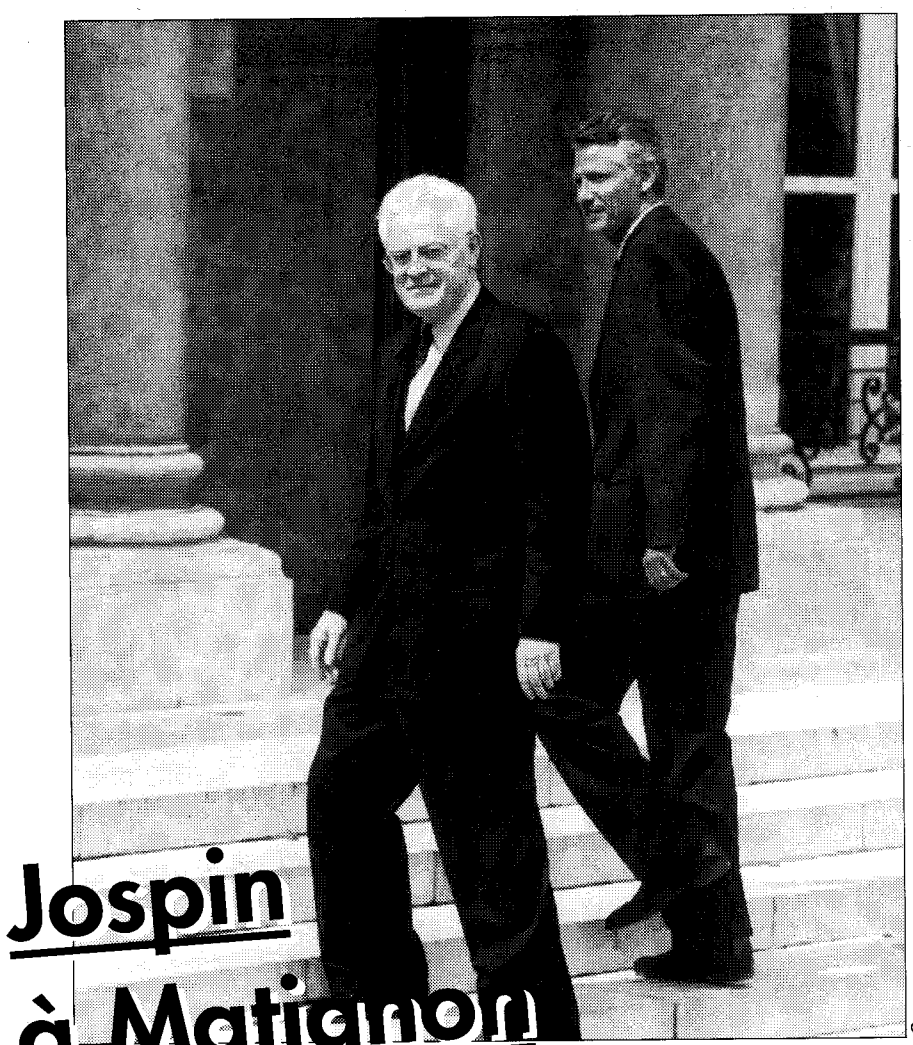
Jospin est à ce point responsable des intérêts de la bourgeoisie qu'il a les honneurs du *Figaro* du 3 juin, qui demande dans son éditorial : « *Faut-il avoir peur de M. Jospin ? On a peine à imaginer avec un couteau entre les dents l'homme que M. Chirac vient de nommer à Matignon.* » Et le *Figaro* de tirer son chapeau aux « personnalités fortes » dont Jospin sait s'entourer : Aubry, Strauss-Kahn entre autres. La première, le dirigeant du CNPF, le patron des patrons Jean Gandois, la cite aussi, dans *La Tribune*, pour illustrer que le monde patronal bénéficie d'« *interlocuteurs privilégiés* » au sein de l'appareil socialiste : voyez cette Martine Aubry, Gandois lui-même l'avait engagée comme directeur général chez Péchiney !

Ces élections ont confirmé que le petit jeu institutionnel de l'« alternance » au pouvoir d'équipes de gauche (avec ou sans ministres communistes) ou de droite, est rodé. Quand les premières s'usent, les autres reviennent, et vice versa. Mais la vitesse d'usure et de rotation s'accélère, avec le chômage engendré par leur complaisance aux appétits patronaux. Et au fur et à mesure que les grands partis sont sanctionnés, le Front National engrange toujours plus de voix. Le danger qu'il représente s'alourdit contre les travailleurs.

Les scores de l'extrême gauche au premier tour ne pèsent certes pas bien lourd. Mais ils ne s'érodent pas, au contraire. Ils sont un indice de l'existence et de la permanence d'un courant contestataire radical, de milliers de militantes et militants qui, dans les mois qui viennent, pourraient se retrouver au coude à coude avec les dizaines de milliers de militants communistes, socialistes ou syndicalistes les plus lucides dont la patience a des limites.

Le gouvernement qui se met en place et qui aura la même politique que les précédents, les travailleurs devront tous ensemble lui résister et le combattre. Non pas pour le remplacer aux prochaines élections par une majorité de droite voire d'extrême droite, mais par un vrai gouvernement des travailleurs, issu d'en bas, issu des luttes qui nous attendent.

Michelle VERDIER



Gamma

Jospin à Matignon OU LE PARCOURS D'UN POLITICIEN BOURGEOIS

L'homme qui succède à Juppé au poste de Premier ministre est loin d'être un homme neuf, sans carte de visite, auquel les travailleurs pourraient faire crédit et confiance quant à sa volonté réelle de prendre ne serait-ce qu'un certain nombre de mesures importantes en leur faveur.

Ce n'est pas en effet pour rien que Mitterrand, lorsqu'il choisit Jospin pour lui succéder dans le fauteuil de premier secrétaire du Parti Socialiste, en janvier 1981, saluait en lui « *le seul dont j'étais sûr que si les communistes tapaient sur la table, il ne se cacherait pas dessous* ». A l'heure qu'il est, Robert Hue apprécie sûrement…

Jospin a déjà séjourné presque quatre ans au sommet du pouvoir, d'août 1988 à avril 1992, en tant que numéro 2 des gouvernements de Michel Rocard puis d'Edith Cresson, exerçant les fonctions de « ministre d'État, chargé de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports ». A ce titre, en tant que membre éminent du gouvernement, il fut complice sinon artisan de toutes les mesures d'austérité prises contre les travailleurs au cours de ces années, comme de toutes les mesures de faveur à l'égard des patrons. L'instauration de la CSG, la réforme hospitalière, sans parler des milliers de licenciements dans la sidérurgie et de la montée générale du chômage, etc., sont encore dans toutes les mémoires.

Quant à son activité dans le cadre de son ministère d'alors, ses partisans d'aujourd'hui déclarent qu'il faut mettre à l'actif de ses quatre années, un budget en augmentation (de 198 à 262,5 milliards de francs), la création de 45 000 emplois nouveaux dans l'enseignement, l'alignement du statut des instituteurs sur celui des professeurs du secondaire, la création des IUFM. Mais Jospin fut aussi un fidèle soutien de l'enseignement privé, soulignant son rôle complémentaire à celui de l'enseignement public.

Sa politique lui valut également les félicitations de l'UIMM, organisation des patrons de la métallurgie, pour son opération « jeunes-industrie », visant à établir un partenariat entre les élèves et les entreprises, sous prétexte de leur donner la formation indispensable pour trouver plus tard un emploi…

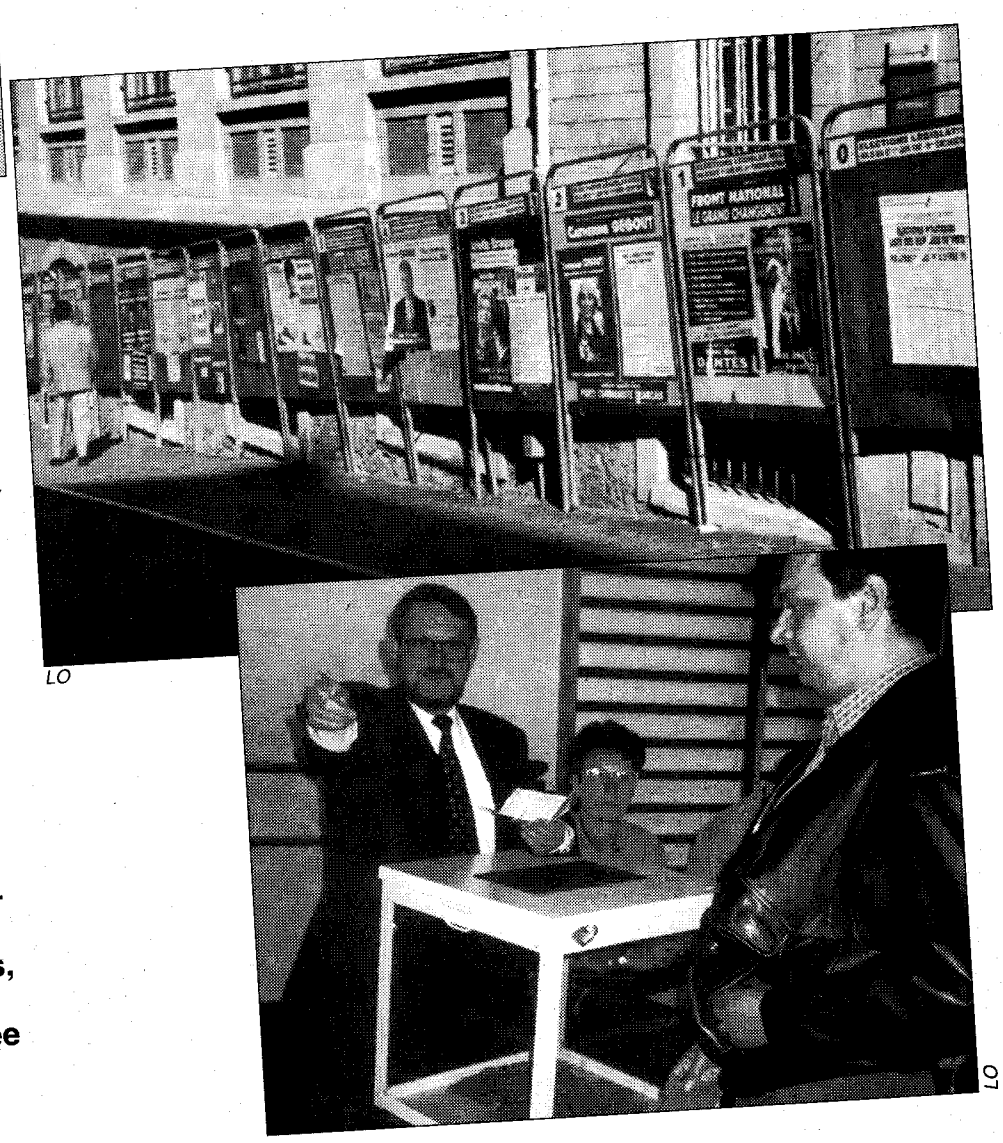
Comme on le voit, les idées de Jospin pour l'emploi des jeunes ne datent pas d'aujourd'hui, leur inefficacité non plus.

Telle est l'expérience gouvernementale de Jospin. Tel est aussi le bilan qu'il a à présenter à la population laborieuse au moment où il s'installe à Matignon. C'est un bilan d'administrateur bourgeois : élève de l'ENA en 1963, diplomate au Quai d'Orsay en 1965, adhérent du Parti Socialiste en 1971 avant d'y faire une belle carrière, sans oublier au passage sa carrière de député ou de conseiller général de Haute-Garonne. D'un Lionel Jospin, politicien bourgeois, expérimenté dans des gouvernements au service des capitalistes, des industriels et des banquiers, les travailleurs n'ont rien, absolument rien, à attendre de bon.

Lucienne PLAIN

Après les législatives

LA DROITE A ÉTÉ DÉSAVOUÉE, MAIS...



LO

L'électorat s'est donc servi des élections législatives de 1997 pour infliger un désaveu à la droite parlementaire au pouvoir et à sa politique, comme il s'était servi des législatives de 1993 pour infliger un désaveu tout aussi cinglant à la gauche. Les deux fois, le mécanisme électoral de la démocratie bourgeoise a rempli le rôle qui est le sien : le gouvernement usé et sa majorité devenue impopulaire sont désavoués, une autre majorité et un autre gouvernement leur succèdent, pour mener fondamentalement la même politique, celle exigée par le patronat et la bourgeoisie.

La politique menée est à quelques nuances près la même depuis vingt ans. Elle vise à faire supporter la crise et tout son poids exclusivement par le monde du travail et, plus largement, par les classes populaires. Et pendant que le chômage continue à s'aggraver, la part des salariés dans le revenu national de baisser pour que s'accroisse la part de la bourgeoisie, en guise de changement, on offre aux classes populaires un exutoire en permettant à l'électorat de changer la composition du Parlement.

Une poussée à gauche ?

La droite parlementaire a donc payé pour la politique qu'elle mène depuis quatre ans. Personne ne la plaindra. Mais peut-on pour autant parler de poussée à gauche ? Seulement en jouant sur les mots. Et encore, en forçant la dose.

Laissons même de côté le fait fondamental que la gauche s'est présentée au nom d'une politique qui, à quelques nuances près, n'était guère différente de celle de la droite. Et qu'un déplacement des voix de droite vers les candidats de gauche ne signifie pas encore une poussée à gauche (on l'a bien vu aux présidentielles de 1981 où c'est le refus d'une partie de l'électorat gaulliste de voter pour Giscard qui a permis l'élection de Mitterrand).

Mais y a-t-il eu déplacement des voix en 1997 ?

Sur le plan arithmétique, la progression de la mouvance du Parti Socialiste apparaît importante par rapport aux élections de 1993. Si on compte dans cette mouvance, en plus du PS, les radicaux, le Mouvement des Citoyens et les « divers gauche », leur total au premier tour est passé de 5 009 440 en 1993 à 7 245 376 en 1997. Mais ce chiffre est encore nettement inférieur aux 9 169 708 votes obtenus par la même mouvance PS en 1988.

Tout ce qu'on peut en dire, c'est que le PS a retrouvé en partie les voix qu'il avait perdues lors de sa débâcle électorale de 1993 et dont une partie s'était réfugiée à l'époque dans l'abstention, une autre partie étant constituée par cette frange de l'électorat centriste qui, depuis 1981, s'est souvent déplacée entre la droite et la gauche.

Le Parti Communiste affiche sa satisfaction devant l'accroissement du nombre de ses députés. Mais en voix, s'il est passé de 2 331 399 (9,18 %) en 1993 à 2 509 781 (9,91 %) en 1997, il n'est pas, lui non plus, revenu même seulement à ses résultats de 1988, déjà pas très fameux (2 765 761 et 11,32 %).

Malgré sa majorité très nette au Parlement, l'électorat de gauche demeure minoritaire dans le pays. L'électorat de gauche, même au sens le plus large du terme, c'est-à-dire en ajoutant aux partis de la gauche parlementaire non seulement l'extrême gauche, mais aussi les Verts, n'a représenté au premier tour que 44,28 % de l'électorat contre 51,25 % pour l'électorat de droite et d'extrême droite. Même au deuxième tour, qui a donné à la Chambre une majorité de gauche, le total des votes en sa faveur n'a représenté que 48,36 % contre 51,64 % à la droite et l'extrême droite.

Le rôle de l'extrême droite

Les grands titres sur la « victoire » de la gauche ne pouvaient s'appuyer que sur des décomptes mettant à part l'électorat du Front National. La progression de l'extrême droite, au détriment de la droite parlementaire, est certes un des éléments constitutifs de la défaite électorale de la droite parlementaire. Mais de là à en faire une « victoire » de la gauche, il y a une marge.

Ce n'est, en effet, pas la gauche qui a été plébiscitée dans cette élection, mais la droite qui a été désavouée. Et désavouée par une partie de son propre électorat – comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? – dont une petite fraction centriste est sans doute revenue au PS, mais dont une autre partie s'est abstenue ou est allée vers le Front National au premier tour. Et le fait que le Front National ait maintenu ses candidats partout où il le pouvait, en provoquant des élections triangulaires qui défavorisaient les candidats de la droite parlementaire, a encore accentué le phénomène au deuxième tour, en donnant à une gauche, minoritaire dans l'électorat, une majorité au Parlement parmi les meilleures qu'elle ait jamais obtenues.

Le soir même des élections, certains des chefs de la droite avaient interprété les résultats de leur camp comme l'expression de l'aspiration d'une partie de leur électorat à une politique plus à droite encore. Cette analyse vaut ce qu'elle vaut, mais elle annonce que, dans la débandade et les luttes de clans aggravées par l'échec électoral aussi bien à l'intérieur du RPR que de l'UDF, certains se préparent à une stratégie de rapprochement avec l'extrême droite lepéniste.

Alors, il n'y a pas de quoi pavoiser d'avoir réussi à « battre la droite ». La droite parlementaire est certes affaiblie, éclatée et, pour le moment, plus en décomposition qu'en recomposition. Mais les résultats du Front National dans ces élections sont un indice de l'accroissement de son influence. Il exercera une attraction croissante sur le personnel politique de droite et sur son électorat.

Et, à moins que la situation économique ne s'améliore d'elle-même, ce que rien n'indique pour le moment, Jospin ne pourra rien faire contre le chômage et ses conséquences, car, il le répète avec suffisamment de clarté, il n'a absolument pas l'intention de toucher au patronat et aux profits des entreprises. Le patronat le sait bien. Le journal patronal *Les Echos* rapporte le commentaire désabusé de Bouygues, à propos de la nouvelle majorité socialiste : « *A la fois un événement et un non-événement* » qui ne « *bouleversera* » rien. Et son alter-ego, PDG de DMC, y voit même un avantage : « *Si le futur gouvernement doit prendre des décisions économiques difficiles, il est probablement mieux armé que la droite pour les faire passer dans l'opinion publique et éviter donc des désordres sociaux* ». Si l'avenir doit démentir ces messieurs, ce ne sera à coup sûr pas sur les intentions de Jospin mais, peut-être, sur sa capacité à « *éviter les désordres sociaux* ».

Faute de changer le sort des victimes du chômage, Jospin se déconsidérera aussi rapidement que ses prédécesseurs. Il ouvrira au Front National un boulevard pour renforcer son influence, aussi bien dans l'électorat petit-bourgeois de la droite qui vient de sanctionner la coalition RPR-UDF que, malheureusement, dans une fraction de l'électorat populaire qui ne mettra pas longtemps à être dégoûtée par les nouveaux coups qui lui seront portés, de nouveau, par la gauche.

Non, il n'y avait pas de quoi pavoiser et chanter la « victoire de la gauche », l'autre soir, boulevard Saint-Germain. Il n'y a pas de quoi s'extasier devant l'arrivée d'un nouveau contingent de députés de gauche au Parlement. Ils ne sont pas là pour protéger le monde du travail, ni contre le chômage et la misère qui montent, ni contre leurs conséquences politiques, parmi lesquelles l'influence croissante du Front National est la plus grave.

Le coup d'arrêt à tout cela ne pourra venir que des mouvements sociaux, des luttes des travailleurs. Ces luttes se produiront, inévitablement, tant la situation devient insupportable pour le monde du travail. Restera qu'il faudra les gagner, c'est-à-dire faire vraiment reculer la bourgeoisie sur des objectifs essentiels pour les travailleurs. Mais c'est là qu'il faudra se méfier des fausses joies, des faux espoirs et, surtout, des faux amis.

Georges KALDY

Comment traiter les problèmes sociaux en attente ?

LE BRAS D'HONNEUR DE SCHWEITZER À JOSPIN

Manifestants de Renault Vilvorde.

AFP

Les élections passées, les problèmes majeurs de la classe ouvrière sont toujours là, avec en première ligne les réductions d'effectifs et les licenciements. Parmi les dossiers laissés en attente, il y a celui des réductions d'effectifs chez Renault avec la fermeture de l'usine de Vilvorde. C'est justement un des seuls sujets sur lesquels Jospin et le PS se soient laissés aller à prendre des engagements. Enfin, des engagements sibyllins, car en fait les dirigeants du PS se sont contentés de promettre de réétudier le dossier.

Seulement le PDG de Renault, Schweitzer, fût-il ancien chef de cabinet de Fabius, n'a que faire des problèmes d'image du gouvernement en cours de gestation. Le 3 juin au cours de la réunion du Comité de groupe européen, que la justice l'avait obligé à reconvoquer à propos de l'affaire de la fermeture de Vilvorde, le PDG de Renault a simplement et brutalement confirmé le calendrier initial de la fermeture de l'usine belge, comme si de rien n'était et faisant ainsi la démonstration publique qu'un changement de gouvernement n'est pour lui qu'une péripétie sans importance.

Le moment était certes rude pour Jospin et les siens car la veille, l'alter ego de Schweitzer, Calvet, ressortait du placard l'annonce des 2 800 suppressions d'effectifs chez Peugeot.

Face au culot de Schweitzer, les porte-parole du futur gouvernement sont restés étonnamment silencieux. Les seuls commentaires publics ont porté sur les chiffres en baisse des immatriculations de voitures et sur la nécessité de peut-être répondre positivement aux demandes des constructeurs d'une baisse de la TVA sur les automobiles : en clair, d'ouvrir la bourse de l'État pour aider les patrons de l'automobile à remplir leurs caisses. Quant aux moyens d'imposer, ne serait-ce qu'à un vulgaire PDG, de plus désigné par l'État, de revenir sur la décision de fermeture d'une seule usine, là les grands hommes d'État socialistes semblent paralysés.

Cette première épreuve du feu sociale, le jour même de la passation de pouvoir entre Juppé et Jospin, laisse imaginer comment vont être prises en compte les attentes respectives des travailleurs et des patrons. Les travailleurs menacés de licenciements dans tout le pays, comme les travailleurs de France Télécom (qui ont eu droit eux aussi à quelques promesses), les fonctionnaires comme les salariés du privé ont surtout intérêt à compter sur leurs propres forces pour « changer l'avenir ». Ils n'ont pas de raisons de ne pas utiliser la même méthode que le PDG de Renault, en posant avec force leurs revendications sur le devant de la scène ; en se moquant comme de leur première chemise de la couleur politique des occupants des ministères.

P. S.

Près de 3 000 suppressions d'emplois chez Peugeot

CALVET PROVOQUE LES SALARIÉS

Le jour même où Chirac intronisait Jospin, la direction du groupe PSA annonçait le contenu de son nouveau « plan social » : 2 816 suppressions de postes dans la branche des automobiles Peugeot en 1997. Une telle mesure était attendue, mais on peut y voir une sorte de défi goguenard de la part de Calvet.

Ce plan qui touche plus de 5 % des 49 500 salariés du groupe devrait se traduire par 1481 préretraites FNE, 175 passages à temps partiel et 495 « reclassements externes ». La plupart des sites Peugeot seront concernés : les usines de Sochaux, Mulhouse, Sept-Fons, Valenciennes, Cergy et Melun mais aussi le siège social de Paris ainsi que la filiale de Poissy.

Même si elle est d'une ampleur qui dépasse ce qu'on attendait, cette décision n'est pas une surprise. Elle fait suite à une longue série de plans sociaux dans le groupe PSA, dont celui de 1996 qui a abouti à la suppression de 1 760 postes, et à la volonté affichée depuis des mois par la direction de réduire ses effectifs. Avec la direction de Renault, les dirigeants de PSA avaient d'ailleurs tenté, sans succès, d'obtenir l'accord de l'État et des subventions du précédent gouvernement pour se débarrasser, en douceur pour leurs profits, de 40 000 salariés dans les cinq prochaines années. Le refus de Juppé avait été suivi par l'annonce des décisions de Renault et Citroën de programmer plus de 3 000 suppressions de postes pour le premier et 1352 autres pour le second en 1997.

En France, depuis 1980, ce sont ainsi 130 000 emplois qui auront été supprimés dans l'automobile, plaçant les trusts de l'automobile en bonne place comme artisans du chômage. Pourtant, durant toutes ces années, les constructeurs et le groupe PSA en particulier n'ont cessé d'engranger des milliards. Ainsi, pour le seul groupe PSA, les bénéfices sont passés de 3,6 milliards en 1986 à 10,3 milliards en 1989. C'est dire que même si leurs bénéfices – du moins ceux qu'ils ont officiellement annoncés – sont revenus à 2 milliards en 1995 et 734 millions en 1996, la famille Peugeot et ses coactionnaires s'en sont mis plein les coffres ! Ils envisagent même d'investir, dans les prochains mois, 3,5 milliards de francs pour l'implantation d'une nouvelle unité de production au Brésil.

C'est dire aussi que les arguments mis aujourd'hui en avant par Calvet pour justifier ces suppressions d'emplois ne tiennent pas la route. Que les ventes reculent ou progressent, la seule chose qui compte pour ces gens-là, c'est que leurs profits continuent à augmenter. Et ils utilisent la pression du chômage pour faire baisser les salaires, augmenter les cadences et rendre les travailleurs plus flexibles, c'est-à-dire faire travailler plus les salariés qui restent tout en diminuant la part des salaires.

Face à cette nouvelle provocation de la direction de PSA, les travailleurs de Peugeot ont-ils quelque chose à attendre du gouvernement Jospin ? Dans son programme, celui-ci n'a affiché aucune intention d'empêcher les licenciements, ni d'obliger les patrons à prendre sur les bénéfices qu'ils ont accumulés pour maintenir l'emploi. Cela, il n'y a que les travailleurs eux-mêmes qui pourraient l'imposer, par une réaction d'ensemble chez Peugeot d'abord, puis à l'échelle de toute l'automobile et de tout le pays.

Roger MEYNIER

Jean-Maxime Lévêque

GROS BANQUIER, GROS ESCROC

Jean-Maxime Lévêque, mis en examen et écroué à la Santé, à Paris, le 29 mai dernier n'est pas un petit escroc anonyme et sans passé. C'est l'un de ces honorables hommes de droite, énarque, inspecteur des finances, ancien conseiller de De Gaulle à l'Elysée, président du Crédit Commercial de France de 1976 à sa nationalisation en 1982, qui fut président du Crédit Lyonnais pendant le gouvernement Chirac de 1986 à 1988. Ce fut aussi, bien que cela soit moins officiel, l'un des principaux « banquiers » du RPR.

La raison précise de sa mise en examen et de sa détention en prison, pour l'instant provisoirement, est la disparition de 91 millions de francs en 1989, lors de la vente de l'immeuble de *France-Soir*, à Paris. La justice lui reproche aussi, en vrac : recel, abus de confiance, présentation de comptes inexacts, faux bilans, distribution de dividendes fictifs, etc. Toute l'histoire de ses affaires, véritable western financier, illustre la façon dont ces gens-là pillent la société.

Après la nationalisation du CCF, en 1982, Lévêque qui avait obtenu pour cette nationalisation une indemnisation particulièrement généreuse fonda avec cet argent et avec l'aide amicale et intéressée de gros financiers, la société holding IBI (International Bankers Inc), installée à Curaçao, paradis fiscal des Antilles néerlandaises.

IBI ne prenait pas trop de temps à J.M. Lévêque, puisqu'il se contentait, selon un de ses collaborateurs de l'époque, de toucher 2 millions de francs de salaire annuel correspondant à une journée de travail par trimestre. Champion de la privatisation il tenta, à cette époque, de lancer le mouvement politique Unir, « contre le socialisme et pour le libéralisme ». Cette opération fit plouf et en 1986, après le retrait de sa candidature au profit d'un RPR, Chirac le nomma à la tête du Crédit Lyonnais, avec pour objectif affiché sa privatisation rapide. En 1988 il cédait la place à Haberer, nommé par le gouvernement socialiste. Lévêque et Haberer n'en allaient pas moins échanger éloges et coups de main substantiels.

Lévêque se consacre alors à IBI et à ses filiales, en particulier la filiale française IBSA (International Bankers SA), dont le siège était alors au Luxembourg, autre paradis fiscal. Le principal terrain d'action du banquier et de ses amis allait être l'immobilier, alors en plein boom. La technique était simple : surévaluer les biens achetés, de façon à pouvoir distribuer largement marges et commissions aux promoteurs, aux intermédiaires et bien sûr à eux-mêmes.

La réputation d'IBSA étant mauvaise au Luxembourg, Lévêque en transféra le siège à Paris en 1990. Et bien que sa situation fût notoirement mauvaise, le Crédit Lyonnais, pas bien regardant, vint à son secours en prenant une participation de 25 %. Dès 1991 les bilans de l'IBSA étaient truqués, en faisant apparaître une plus-value fictive de 100 millions, permettant d'afficher un résultat positif.

Les affaires sont allées ensuite moins bien, mais les malversations n'ont pas cessé pour autant. En 1992 c'était la quasi-faillite et le Crédit Lyonnais, bonne pâte, reprenait la totalité d'IBI et d'IBSA. Les actionnaires d'IBI imposaient le départ de Lévêque. Enfin, lorsque le CDR, l'organisme chargé de la liquidation des dettes du Crédit Lyonnais, intervint, ce fut pour constater que les pertes de IBSA se situaient entre 7 et 8 milliards (dont 1 au moins provenant de malversations identifiées comme telles).

Aujourd'hui, une vingtaine de plaintes en justice sont en cours et une demi-douzaine de dirigeants sont poursuivis.

Levêque n'était pas parmi les moins virulents pour dénoncer la gabegie du secteur public, dont il a su sans vergogne tirer profit. On aurait tort de croire que ça n'est qu'une brebis galeuse. Il fait partie de tout ce troupeau, de patrons, et hauts fonctionnaires, qui tondent l'État, tout en dénonçant son déficit qu'il ont contribué à creuser. Qu'il se retrouve en prison pour y rejoindre quelques-uns de ses congénères, eux aussi pris la main dans le sac, même s'il n'y reste que provisoirement, voilà qui ne va pas faire pleurer, et pas en particulier les employés du Crédit Lyonnais.

N'empêche qu'il serait judicieux de pouvoir contrôler dans quelle situation se trouvent les comptes en banque de ce drôle de pèlerin, et que l'argent détourné au détriment de la collectivité puisse être récupéré, sans délai.

Vincent GELAS

L'incendie du siège du Crédit Lyonnais a fait moins de ravages que les Lévêque et compagnie...

PINAULT ET SES BONNES AFFAIRES... SUR LE DOS DU CRÉDIT LYONNAIS

Le Crédit Lyonnais, banque nationalisée, a permis à nombre de capitalistes de faire de bonnes affaires, qui ont contribué à creuser le « trou » que les contribuables vont maintenant devoir combler. Mais la remise en ordre des affaires de la banque, sous la direction du CDR (Consortium de Réalisation, chargé de liquider les créances douteuses de la banque), leur offre des perspectives aussi juteuses.

C'est ainsi que François Pinault, un des amis de Chirac, patron du groupe Pinault-Printemps-Redoute et une des plus grosses fortunes de France, a tenté un bon coup. Son groupe est contrôlé par une société holding familiale, Artémis, dont le Crédit Lyonnais détenait 25 %. La valeur de ces 25 % est estimée à plus de 6 milliards de francs. Le CDR, qui a pour mission de vendre pour liquider la dette, l'estime à 3,7 milliards, mais à ce prix aucun acheteur ne s'est présenté.

Et voilà l'occasion pour Pinault de retrouver à très bon compte la propriété de l'ensemble d'Artémis. Il a proposé moins d'un milliard. Refus du CDR, sans doute attendu, mais accord tout de même : si avant le 30 mai 1997 aucun acheteur plus intéressant ne s'était présenté, le CDR vendait à Pinault pour 1,5 milliard. Cette promesse, s'agissant d'un proche du président de la République, a été couverte par un grand nombre de personnalités. Et Pinault a tout fait pour qu'aucun acheteur ne se présente.

Mais voilà qu'au dernier moment un organisme public, l'EPFR (Etablissement public de financement et de réalisation), qui chapeaute en particulier le CDR, s'est porté acquéreur pour 3,7 milliards de francs pour entraver la manœuvre de Pinault. C'était sans doute une manière d'inciter Pinault à « suivre », comme on dit au poker. Mais Pinault, ne l'entendant pas de cette oreille, s'est indigné et a menacé d'attaquer devant le Tribunal de commerce.

Coup de bluff, pour obtenir un rabais ? Espoir d'emporter tout de même le lot au quart du prix ? La suite le dira. En attendant, on voit comment un financier bien privé veut augmenter de plus de deux milliards le « trou » du Crédit Lyonnais, en empochant la grosse mise. Quand ces gens-là protestent contre le gaspillage des deniers publics, c'est pour en obtenir plus de retombées. Quand les gros patrons ne mendient pas auprès de l'État, ils l'escroquent... avec son consentement.

V. G.

Derniers cadeaux

Selon le quotidien *Le Monde*, le ministre de la Défense de feu le gouvernement Juppé, Millon, a signé à la veille des élections, in extremis et dans l'urgence, quelques contrats en suspens avec les industriels de l'armement Dassault, Matra et Eurosam (un consortium franco-italien liant l'Aérospatiale, Thomson-CSF et Alénia). Ces contrats visent à lancer la production des treize premiers avions de combat Rafale et à entreprendre celle de différentes sortes de missiles. L'addition pour ces joujoux guerriers et inutiles s'élève à près de 20 milliards de francs.

Solder les comptes de cette manière avant de quitter le navire est paraît-il une habitude, le Parti Socialiste, avant sa défaite de 1986, ayant lancé le programme du porte-avions nucléaire dans les mêmes conditions.

Mais pourquoi une telle précipitation ? Le Parti Socialiste n'a jamais mégoté quand il était au gouvernement. *Le Monde* du 4 juin a d'ailleurs expliqué que le patronat estime que « *le principe de réalité* » s'imposera à Lionel Jospin. Ces gens-là savent discerner par-delà les péripéties...

M. R.

QUAND LES DIRIGEANTS SYNDICAUX PRÉTENDENT SURVEILLER JOSPIN...

Les principales centrales syndicales ont fait connaître leurs réactions vis-à-vis du nouveau gouvernement. Toutes prétendent juger le gouvernement « *à ses actes* ».

A France Inter, Louis Viannet (CGT) a souhaité que le gouvernement Jospin prenne « *des décisions qui marquent bien dans quelle voie on va s'engager* ». Parmi celles-ci, il indique « *l'augmentation du SMIC* » – de combien ? – ou « *l'arrêt de la privatisation de France Télécom* ». Selon lui, cela devrait intervenir « *avant même l'organisation de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la réduction du temps de travail* », annoncée dans le programme électoral du Parti Socialiste.

Le dirigeant de la CGT a invité les salariés à ne pas attendre « *que tout descende d'en haut* » : « *N'attendez pas que les dossiers se règlent en dehors de vous et commencez dès aujourd'hui dans les entreprises à aller voir les patrons, à poser vos revendications de salaires ou à poser le problème de la réduction de la durée du temps de travail* ».

Pour FO, le résultat des législatives a constitué une « *sanction à l'égard d'orientations économiques, sociales et politiques qui n'ont pas su réduire la fracture sociale* ». Marc Blondel a déclaré que dès que le nouveau gouvernement sera formé : « *J'irai lui porter nos revendications et je lui rappellerai que notre première revendication c'est l'emploi et que nous voulons des augmentations de salaires qui permettent de maintenir un niveau d'activité* ». A la conférence sur les salaires annoncée par le PS, FO entend demander « *qu'on retrouve des hausses de salaires, maintenant que les entreprises ont retrouvé la santé* », « *pour mettre fin à la baisse de la part des salaires dans la production nationale* ».

Si Blondel estime que la réforme de la Sécu de Juppé est « à revoir », en revanche la patronne de la CFDT, Nicole Notat, fidèle à son soutien au plan Juppé, estime que le nouveau gouvernement doit la poursuivre. Elle se dit toutefois « *pas trop inquiète* » sur le sort que lui fera le nouveau gouvernement : « *C'est tout juste si maintenant, (les socialistes) ne la revendiquent pas eux-mêmes* ».

La dirigeante de la CFDT, qui prétend « *porter ses revendications de façon exigeante* », entend également être « *constructive et responsable* », et espère que Jospin « *saura faire preuve de maturité* » en ne revenant pas sur le dispositif de la loi de Robien sur la réduction du temps de travail qu'il faudrait selon elle « *poursuivre et amplifier* ». Du coup, elle ne souhaite pas que Jospin « *avance trop vite* » vers une loi-cadre sur la réduction du temps de travail à 35 heures.

De ce point de vue, Notat n'a rien à craindre. Jospin l'a dit, il ne voit aucune urgence à répondre aux revendications ouvrières. Mais, les collègues de Notat, Viannet et Blondel, en fait ne sont pas plus pressés qu'elle.

Car il n'y a évidemment rien à attendre ni du patronat, qui continue d'annoncer ses plans de licenciements comme si de rien n'était, ni du nouveau gouvernement qui ne fera rien de plus que l'ancien pour empêcher les licenciements et continuera évidemment de mener une politique qui sert le patronat. Et cela, les dirigeants de la CGT et de FO le savent autant que Notat.

Alors s'ils voulaient vraiment préparer les travailleurs à faire avancer leurs revendications, comme ils le laissent entendre, ils proposeraient, sans attendre, un plan de lutte contre le patronat et s'il le faut contre le nouveau gouvernement. Mais ce n'est pas dans leurs intentions.

Alors, puisque personne n'est pressé de s'attaquer aux problèmes urgents qui rendent la vie impossible aux classes laborieuses, les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes pour donner un coup d'accélérateur.

J.F.

JOSPIN N'INQUIÈTE PAS LE MONDE DE LA FINANCE

Visiblement, si les élections législatives peuvent être parfois très mauvaises pour la droite, cela reste toujours bon pour la Bourse.

En mai dernier, stimulée par la perspective d'un changement d'assemblée, la Bourse de Paris a même enregistré un nouveau record historique de transactions réalisées dans la même journée, soit une moyenne de 9,54 milliards de francs échangés. Et encore n'y avait-il que 19 jours ouvrables en mai !

Au total, l'activité boursière a progressé de presque 30 % par rapport au mois précédent. La journée du vendredi 30 mai a été la plus active, les boursicoteurs profitant de cette avant-veille de scrutin pour faire le ménage dans leurs portefeuilles d'actions.

Lundi matin 2 juin, en début de matinée, la Bourse a salué le second tour, comme le premier, en baissant. Mais cette première réaction a été immédiatement suivie d'une reprise des cours.

Ces mouvements de baisse, suivies de hausse, ne sont d'ailleurs pas perdus pour tout le monde. L'éditorialiste de *La Vie française* rappelait entre les deux tours, avec une visible nostalgie, que « *l'effondrement du marché financier de Paris entre mai et août 1981, après la prise du pouvoir par François Mitterrand et la coalition socialo-communiste, se révéla une aubaine pour les investisseurs qui rachetèrent à vil prix les actions que d'autres, en, proie à la panique, liquidaient* ». Les achats se portèrent alors sur des entreprises nationalisables, « *des veaux pour la plupart,* commente élégamment *La Vie française, mais que la République paya rubis sur l'ongle* ».

Imaginant déjà les bonnes affaires qui pouvaient découler du changement de gouvernement, il concluait : « *La vraie tuile serait qu'une majorité apparemment lessivée le 25 mai réapparaisse toute fringante le 1er juin* ».

Le résultat ayant été à la hauteur de ces espoirs de spéculation, la Bourse reprenait des couleurs dès lundi après-midi. Le Parti Socialiste ayant vaguement évoqué la relance de la consommation, les actions des grands groupes de distribution sont devenues, selon *Les Echos*, « *le nouveau Saint Graal* » de la corbeille : les actions de Casino, Promodès (Carrefour), Moulinex montent. En revanche, la restructuration des banques risquant d'être suspendue, les actions Société générale ou CCF reculent. Mais, au total, le marché boursier poursuit sa remontée.

A l'évidence, le monde financier ne se sent pas du tout menacé par le nouveau gouvernement. Tout au plus doit-il recomposer le panier du spéculateur modèle, toujours pressé d'engranger « *tout, tout de suite* » comme dirait Jospin – mais à propos des travailleurs ! – c'est-à-dire un maximum de profits.

J.F.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

Dernières brochures parues :

- **Où en est la cause des femmes ?** (N° 66 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 10 novembre 1995)
- **Israël : comment le sionisme a produit l'extrême droite** (N° 67 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 2 février 1996)
- **Espagne 1931-1937 : la politique de Front populaire contre la révolution ouvrière** (N° 68 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 3 mai 1996)
- **Du Front unique aux différentes moutures de l'Union de la Gauche, les relations du PCF et des socialistes** (N° 69 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 29 mars 1996)
- **Les Kurdes, victimes de la politique impérialiste... et de celle de leurs propres dirigeants.** (N° 70 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8 novembre 1996)
- **Le communisme, l'écologie et les écologistes** (N° 71 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 13 décembre 1996)
- **La mondialisation de l'économie** (N° 72 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 14 mars 1997)

Prix : 10 F • Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

LES EMPOISONNEURS DE L'AMIANTE

Les familles de six ouvriers décédés, victimes de contamination par l'amiante, et de six autres travailleurs aujourd'hui gravement malades pour la même raison, assignaient la semaine dernière, devant le tribunal de Mâcon, la société Eternit. Ce trust international (franco-belge et suisse) était un des principaux producteurs de fibrociment à base d'amiante.

Dans ses cinq usines en France, les travailleurs ont manipulé pendant des années l'amiante sans aucune protection, chargeant et déchargeant des sacs qui bien souvent s'ouvraient, et revenant le soir à la maison avec des bleus de travail couverts des poussières de ce produit toxique et cancérigène. Beaucoup l'ont payé et le paieront encore de leur vie. Certains sont victimes d'asbestoses, fibroses dues à l'accumulation des fibres d'amiante dans les alvéoles pulmonaires, dont l'issue est bien souvent mortelle, d'autres de cancers du poumon ou de la plèvre. Le nombre de ces maladies professionnelles reconnues chez Eternit serait de 543 cas en 1997.

Pourtant, les dangers liés à l'utilisation de l'amiante étaient connus depuis des dizaines d'années. D'autres produits auraient pu être utilisés pour fabriquer le fibrociment dans les usines françaises. Ils l'ont été dès que l'amiante a été interdit dans certains pays, ce qui est le cas en Allemagne depuis 17 ans. Le trust Eternit lui-même faisait fabriquer en Suisse du fibrociment sans amiante, et en Belgique, dans ses usines, les deux catégories étaient produites au choix, avec ou sans amiante. Mais l'amiante rapportait plus à Eternit, alors le trust a préféré continuer à envoyer sciemment ses ouvriers à la mort. Et ainsi, avec la complicité des gouvernements de gauche comme de droite, des syndicats et de scientifiques complaisants, les profiteurs de l'amiante, d'Eternit à Everit, la filiale de Saint-Gobain qui produit le même type de fibrociment, en passant par les industriels de toutes les branches, l'utilisation de l'amiante a pu continuer en France jusqu'au 1er janvier 1997.

Ceux qui étaient en accusation étaient des patrons qui s'arrogeaient «*tous les droits, y compris celui de tuer leurs employés*», comme l'a crié à la sortie de l'audience la fille d'une de leurs victimes. D'ailleurs les patrons criminels ne regrettent rien, leurs défenseurs ont eu le cynisme de déclarer qu'«*en aucun cas on ne peut parler de faute inexcusable d'une exceptionnelle gravité*», car «*aucune preuve d'un comportement fautif*» n'était établie, et «*si l'indemnisation des maladies professionnelles était insuffisante, c'est la faute au législateur*». Le jugement sera rendu en septembre, mais ce qui est sûr c'est que face à ces crimes en série se trouve posée devant toute la société la question des moyens à mettre en œuvre pour mettre fin au pouvoir de nuire de ces profiteurs.

Daniel MESCLA

CHÔMAGE TOUJOURS EN HAUSSE

Pour le troisième mois consécutif le chômage a baissé de 0,2%, mais pour la seconde année consécutive le chômage a continué d'augmenter. Les chiffres permettent de dire tout et son contraire et en matière de chômage les gouvernants choisissent évidemment la présentation la plus optimiste, même si la réalité que vivent des millions de travailleurs privés d'emploi est toujours aussi dramatique.

Selon les statistiques publiées par le ministère du Travail, il y aurait donc eu en avril 6400 demandeurs d'emploi en moins, et le nombre total de chômeurs a été de 3 081 000. Mais pour arriver à un tel résultat, déjà pas brillant, il faut ignorer ceux qui ont travaillé plus de 78 heures dans le mois. Il s'agit de travailleurs à temps très partiel, en attente d'un véritable emploi. Si ces derniers étaient pris en compte dans les statistiques, comme c'était le cas précédemment, alors le nombre total de chômeurs officiellement recensés atteindrait les 3 500 000.

L'idée de ne pas comptabiliser les chômeurs ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois, qui avait d'abord germé dans l'esprit de la socialiste Martine Aubry, fut reprise et mise en œuvre par le RPR Michel Giraud en juin 1995. Cette innovation, ou plutôt cette manipulation, permit de rayer 287 000 chômeurs et de repasser sous la barre des trois millions. Si les statistiques n'avaient pas ainsi été modifiées il y a deux ans, elle donneraient aujourd'hui 413 000 chômeurs de plus.

Mais même en ne tenant compte que des chiffres du ministère du Travail, il apparaît que si le chômage a quelque peu reculé pour les moins de vingt-cinq ans, celui qui frappe les plus de cinquante ans est en augmentation constante (+8% sur un an pour les hommes, + 9,6% sur un an pour les femmes). Et même la catégorie des 25-49 ans n'a pas vu sa situation s'améliorer puisque pour les hommes et les femmes de cette tranche d'âge, le chômage a respectivement progressé de 3,1% et de 1,8%.

Et puis, il y a un autre chiffre que vient de publier le ministère du Travail et qui donne à réfléchir. Seulement 92 698 contrats «jeunes» (contrats d'apprentissage, de qualification, d'adaptation ou d'orientation) ont été signés au cours du premier trimestre de cette année, quasiment le même chiffre qu'au cours de la même période de 1996. Pourtant, en décembre dernier, à l'issue d'un sommet sur l'emploi des jeunes, le patronat avait promis de signer rapidement 200000 nouveaux contrats «jeunes». On voit ce qu'il en est des promesses patronales.

Alors, comment Jospin, le nouveau Premier ministre, fera-t-il pour obtenir des patrons 350 000 embauches de jeunes, lui qui veut les convaincre, sans les contraindre?

G.L.

Région parisienne

VERS UNE CIRCULATION À DEUX VITESSES?

LO

Il pourrait y avoir bientôt deux sortes d'automobilistes aux heures de pointe : les riches, et... les autres. Il en coûte déjà 30 F de relier Poissy à La Défense (une vingtaine de kilomètres) par l'autoroute spéciale A14. Et l'idée de ces petits bouts d'autoroutes à gros tarifs semble gagner du terrain. Cinq autres projets de bretelles payantes seraient engagés dans la région parisienne : entre Cergy-Pontoise et Poissy, entre Rueil-Malmaison et Versailles, entre Villeneuve-la-Garenne et Antony, entre l'Isle-Adam et La Courneuve, et entre la porte de Bagnolet et la porte d'Auteuil par une voie qui doublerait le périphérique sud en souterrain.

Sur tous ces itinéraires, les automobilistes auraient le choix entre payer le prix fort et aller vite (à supposer qu'il n'y ait pas d'embouteillages sur les bretelles en question...) ou rester coincés dans les bouchons. Pour le paiement, des solutions pratiques seraient déjà à l'étude. On parle par exemple d'une vignette spéciale, sorte de «carte orange» des autoroutes pour gens aisés.

L'expression «société à deux vitesses» entre ceux qui ont les moyens et ceux qui ne les ont pas prendrait ainsi tout son sens.

L'idée de remettre en cause la sacro-sainte suprématie de la bagnole comme palliatif de l'insuffisance des transports en commun, n'est pas venue aux initiateurs de ce projet...

Roger PÉRIER

Leur société

Enseignement

TITULARISATION DE TOUS LES MAITRES-AUXILIAIRES !

LO

Manifestation d'enseignants en février.

Jeudi 29 mai, le centre d'examens du Parc Floral de Paris a été envahi par des manifestants, obligeant le rectorat à annuler et à reporter le concours « réservé » aux maîtres-auxiliaires (MA) d'Ile-de-France.

Si cette initiative d'un collectif de MA semble avoir été diversement appréciée par les candidats concernés, le problème posé par la situation de ces enseignants à statut précaire n'en reste pas moins entier.

Pendant des années, l'Éducation nationale a directement recruté des maîtres-auxiliaires français et étrangers, pour palier le déficit d'enseignants dans certaines disciplines et dans certaines régions. Au point qu'aujourd'hui, l'Éducation nationale compte près de 33 400 maîtres-auxiliaires, dont près de la moitié enseignent depuis plus de quatre ans, voire depuis plus de dix ans. Non titulaires, ces enseignants n'ont aucune garantie d'emploi et encore moins d'emploi à temps plein. C'est ainsi que cette année, on recensait 5 200 MA pointant au chômage et 7 800 MA employés comme remplaçants, parfois pour quelques semaines seulement.

Cette situation a d'ailleurs provoqué divers mouvements de protestation qui ont finalement obligé le ministère à réembaucher provisoirement une partie (3 300) des MA au chômage. Pour autant, le problème n'est pas réglé.

Dans le cadre de la loi Perben de 1996, visant à résorber la précarité dans la fonction publique, ces enseignants se sont bien vu proposer un concours « réservé » en vue de leur titularisation, mais seulement 2700 postes ont été offerts cette année. C'est dire qu'on est loin du compte. Par ailleurs, les conditions d'accès à ces concours sont tellement restrictives que sur 18 300 inscriptions enregistrées pour cette cession, seuls 12 300 candidats ont été admis à concourir.

Pourtant, si on en juge par les classes surchargées, ce ne sont pas les besoins qui manquent ; rien que les heures supplémentaires demandées aux titulaires représentent plus de 44 000 postes. Le nouveau gouvernement prétend vouloir s'attaquer au chômage ? Soit, alors qu'il embauche immédiatement tous les maîtres-auxiliaires et qu'il titularise tous ceux qui le souhaitent, sans transformer ces embauches en véritables courses d'obstacles.

R. M.

Dans les entreprises

SNCF Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne)

SUD RECONNU REPRÉSENTATIF

Vendredi 30 mai, le tribunal de grande instance de Paris a rendu son jugement en déclarant la fédération SUD-Rail représentative au niveau national.

Ainsi se termine, en principe, une longue série de procès, locaux, régionaux ou nationaux engagés par la SNCF contre SUD, afin de s'opposer à cette reconnaissance. La SNCF avait pourtant mis le paquet en s'attachant un cabinet entier d'avocats, et la complicité d'autres fédérations comme la CGT, la CFDT, FO et la FGAAC (même si des militants de ces fédérations se sont, par contre, notamment à Villeneuve et à la Gare de Lyon, montrés solidaires de SUD face à la SNCF).

Il y aura eu en tout plusieurs centaines de procès contre SUD depuis sa création au sortir de la grève de novembre-décembre 1995, tous perdus par la SNCF. La SNCF avait tout fait, mais sans grand succès, pour empêcher SUD de se présenter aux élections professionnelles de mars 1996.

La reconnaissance de SUD apporte à cette fédération les mêmes moyens que les autres fédérations, avec notamment les temps de détachements syndicaux, l'obligation pour la direction d'accepter SUD aux réunions paritaires au niveau national, et la possibilité pour le syndicat de présenter des candidats partout pour les élections professionnelles.

Il n'y a là rien de plus normal puisque SUD a, lors des élections professionnelles de mars 1996, alors qu'il ne pouvait pas se présenter partout, obtenu plus de voix que des fédérations dites officiellement « représentatives » comme FO ou la CFTC. Et notamment sur la région Paris-Sud-Est (Paris Gare de Lyon et Villeneuve-Saint-Georges) c'était même SUD qui avait été majoritaire.

Le tribunal n'a donc pas pu faire autrement, n'en déplaise à la direction de la SNCF, que de reconnaître à SUD les mêmes droits que les autres syndicats dits « représentatifs », et tant mieux pour les militants de ce syndicat. Mais à la SNCF comme dans toutes les entreprises, ce sont les lois-mêmes sur la représentativité syndicale qu'il faudrait battre en brèche, des lois qui attribuent de toute façon à un petit nombre d'appareils syndicaux le droit de représenter les travailleurs, sans laisser à ceux-ci un réel contrôle sur leurs délégués et sur tous ceux qui parlent en leur nom.

Échos des entreprises

Au tour des actionnaires de faire des sacrifices !

La direction n'a bien évidemment rien voulu entendre et elle maintient son plan anti-social. Bien sûr, elle prétend qu'il y aura moins de licenciements secs qu'annoncé, mais elle en prévoit quand même plus d'une centaine.

Et pour ceux qui restent ce sera des conditions de travail aggravées avec l'instauration de la flexibilité et, sans doute, une aggravation des cadences, comme on vient de le voir chez Gooding à Creutzwald où la charge de travail par salarié va augmenter de 18 %, selon les syndicats, après les licenciements.

Pour la direction, ce sont de nouvelles aides qui se profilent à l'horizon avec l'application de la loi Robien, et pour nous de nouvelles augmentions de cotisations sociales à l'avenir car les exonérations que le gouvernement donne si généreusement au patronat, il nous les fait payer tôt ou tard.

Tout cela est inadmissible et scandaleux. Oui, il faut que les actionnaires prennent leur part des sacrifices, si sacrifice il faut faire. Mais il y en a assez que ce soient toujours les travailleurs qui trinquent, il y en a assez de ces profits qui montent d'un côté, tandis que s'accroissent de l'autre le chômage et la misère. Et à plus de 1 000 que nous sommes sur le site d'Hellocourt, nous avons le nombre et les moyens pour obliger Bata à renoncer à tout licenciement.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Bata (Moussey – Moselle)

Non aux baisses de salaires !

La direction veut nous faire croire que rien ne va pour elle et elle a trouvé des syndicalistes pour marcher dans son jeu et nous convaincre qu'il faut accepter les suppressions d'emplois et les baisses de salaire.

Les profits sont-ils en baisse ? Bien au contraire, de l'aveu même de la direction ils auraient évolué de 58 %, et de 13 % en ce qui concerne Unilever. Par contre, pour nous, la vie est de plus en plus dure. Alors il n'y a aucune raison de revoir nos revendications à la baisse. Aujourd'hui, comme hier, c'est au moins 1 500 francs de plus par mois pour tout le monde qu'il faut revendiquer.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Lever (Haubourdin – Nord)

Allianz
Charenton (Val-de-Marne)

UN PLAN SECRET DE LICENCIEMENTS

Un document récent du cabinet d'audit Mac Kinsey, chargé d'étudier diverses restructurations dans le groupe Allianz qui emploie 1 500 personnes à Charenton, a été découvert par hasard par les syndicats de l'entreprise. Ce document, visiblement destiné à rester secret, préconise un plan dit social de 400 à 600 personnes, soit le tiers de l'effectif du groupe, essentiellement sur le site de Charenton et dans la filiale de Strasbourg, « Rhin-et-Moselle », et ce alors qu'un plan de 325 suppressions de postes avait déjà sévi en 1992-1993.

Le rapport estime que « *les caractéristiques du personnel sont plutôt défavorables, et les solutions envisageables hors plan social pourront difficilement s'appliquer à plus de 200 personnes* ». Il reproche notamment aux employés leur « *très faible mobilité géographique, accrue par la proportion élevée de personnel féminin* », « *des tranches d'âge hors dispositifs légaux (35-45ans)* », « *une forte ancienneté* » et « *un faible niveau de qualification* » !

Rendu public le lundi 26 mai, ce rapport s'est répandu comme une traînée de poudre parmi le personnel. Il a d'autant plus choqué que, le matin même, avec des trémolos dans le communiqué, la direction d'Allianz confirmait les résultats bénéficiaires : « *Les bénéfices de 1996 ne sont pas un effet du hasard. Ils sont le résultat d'une courageuse action collective, et l'expression d'une santé retrouvée qui permet d'aborder avec confiance cette nouvelle page de l'histoire du groupe, celle de la croissance* ».

Et nous savons tous que la maison-mère de Munich, Allianz-AG, dont les bénéfices 1996 sont en progression de 10% avec un résultat net de 7,4 milliards de francs, avait l'intention de racheter prochainement un gros assureur français, le GAN ou peut-être les AGF. De l'argent, ils en ont, mais il leur en faut encore plus, quitte à jeter à la rue des centaines d'entre nous.

Le PDG d'Allianz a très vite diffusé une note demandant au personnel de « *retrouver la sérénité dans son emploi* », sans pour autant démentir réellement ce rapport. Puis il a assuré (de même que la directrice des Relations humaines) ne pas être au courant, alors que son nom est cité en toutes lettres dans le rapport. Certains hauts cadres tentent de convaincre à la fois qu'il n'y a pas de plan social et que tel ou tel secteur n'est pas concerné. D'autres se précipitent pour déchirer les autocollants « *Non aux licenciements* » qui ont commencé à fleurir.

Depuis le 26 mai, les discussions se multiplient dans les bureaux. Chaque midi, le hall de la cantine se transforme en forum. Tracts, affiches et articles parus dans la presse sont commentés par tous. Les syndicats organisent des réunions, des assemblées dans les services. Chaque soir, des employés se retrouvent à un point de rencontre pour se mettre au courant des dernières nouvelles et préparer la journée du lendemain.

Plusieurs dizaines d'employés ont distribué des tracts pour appeler leurs camarades de travail à exiger le retrait du plan de licenciements. Lundi 2 juin c'étaient les employés de Bagnolet, le lendemain, ceux de Charenton. Ces derniers écrivent dans leur tract : « *Nous ne voulons pas devenir chômeurs, nous ne voulons pas devenir SDF, nous voulons garder notre emploi, notre salaire, pour vivre, nous et nos enfants.* »

Ces interventions sont très bien accueillies, car elles expriment le sentiment général : pas question de faire des chômeurs en plus pour aider Allianz à réaliser de plus gros profits.

Correspondant LO

Alcatel-Câbles
Salles-du-Gardon (Gard)

GRÈVE

AVERTISSEMENT

À Alcatel Câbles, aux Salles-du-Gardon, près d'Alès, quand nous avons envahi le Comité d'entreprise, mardi 27 mai, il nous fut bien confirmé que la direction annonçait 30% d'heures à supprimer, ce qui signifiait de nombreux licenciements, de l'ordre d'une soixantaine sur deux cent quarante travailleurs de l'usine.

Vendredi 30 mai, au cours d'une journée d'action démarrée à 4h30, nous avons été en grève à 100% sur les postes et en normale. Seule la CGC n'avait appelé qu'à deux heures de grève.

Plusieurs actions eurent lieu : barrages filtrants sur la nationale, trafic et trains bloqués pendant deux heures à la gare de la Grand'Combe et manifestation à la sous-préfecture d'Alès une bonne partie de l'après-midi. Mais le sous-préfet, recevant les délégations du personnel et les syndicalistes, se garda bien de s'engager sur quoi que ce soit, arguant du mauvais moment choisi, entre les deux tours des élections et avant des remaniements possibles.

De cette journée, il reste une démonstration de notre détermination, de notre unité. « *Nous ne nous laisserons pas faire* » revenait sur toutes les lèvres. Et encore « *Ce ne sera pas ici comme à Dinard, et le Liquidator le sait bien !* ». Le Liquidator est le surnom donné au dernier très récent PDG nommé aux Salles-du-Gardon après qu'il avait fait fermer l'usine Alcatel de Dinard.

Devant la sous-préfecture nous avons reçu le soutien de représentants des cheminots, des mineurs, de travailleurs de l'hôpital comme de l'UL CGT et de la population. Le simulacre de potence pour le PDG et les drapeaux rouges ont donné le ton à notre réaction. Souhaitons que ce ne soit qu'un début, avant un renforcement de notre mouvement dans l'usine, dans toute la région, dans le groupe Alcatel, pour refuser tout licenciement.

Correspondant LO

Nordrail (Paris – Gare du Nord)

DES TRAVAILLEURS EN COLÈRE

Depuis mardi 27 mai, c'est la grève à Nordrail, filiale de la Servair qui prépare des plateaux repas pour les TGV et Eurostar au départ de la gare du Nord à Paris. Il y a là un peu plus de 300 travailleurs dont une cinquantaine avec des contrats précaires. Suite au développement du trafic avec l'Angleterre et la Belgique, la charge de travail ne cesse d'augmenter. À la production, où nous faisons le montage des plateaux à la chaîne, il n'est plus possible de prendre le moindre repos et il faut courir toute la journée avec sans cesse le sentiment d'avoir un train de retard.

Pour les tractoristes, qui chargent les plateaux dans les trains, les problèmes sont voisins. La direction plutôt que d'embaucher invente sans cesse de nouveaux horaires pour que nous armions le plus de trains possible dans la journée. Pour le moment, avec 4 rotations, nous travaillons entre 6h30 et minuit selon des horaires qui changent tous les 4 jours. Et pour le mois de juin, la direction a promis 10 rotations différentes et la création d'une équipe de nuit.

La direction parle même de supprimer des postes de superviseurs. Comme nous ne sommes plus assez nombreux pour contrôler tous les trains, elle envisage que nous contrôlions encore moins de trains et donc… que nous soyons moins nombreux !

À cela s'ajoutent le travail au froid pour une partie d'entre nous et la nécessité de venir le week-end. Les salaires ne suivent bien sûr pas la cadence. Nous sommes payés pour la plupart juste au-dessus du SMIC et la direction ne nous proposait aucune augmentation cette année. Elle n'accordait que de petites primes et encore pas pour tout le monde. Il faut que nous ayons « l'esprit Nordrail » comme elle disait il y a quelques semaines.

Tous, nous devons également subir le mépris des grands et petits chefs qui, bien qu'ils ne nous aident pas beaucoup, s'agitent sans cesse autour de nous. Sans doute cherchent-ils à ressembler à des abeilles, mais le miel dont ils vivent c'est nous qui le fabriquons et on tâchera de les en priver le plus tôt possible.

Voilà plus de raisons qu'il n'en fallait pour se mettre en grève, et le 27 mai, à l'appel d'une intersyndicale, l'équipe du matin n'a pas commencé le travail et a été suivie par les autres équipes. Les trois quarts du personnel participent au mouvement. Régulièrement nous allons bloquer les TGV. Mercredi 28, des cheminots de la gare du Nord sont même venus nous soutenir et vendredi 30 ce sont des grévistes des wagons-lits de la gare de l'Est qui se sont joints à notre action. Lundi 2 juin nous sommes également allés discuter avec nos collègues de la Servair à la gare Montparnasse.

Pour le moment la seule réponse de la direction a été de nous faire l'aumône en nous proposant… 100 F d'augmentation du salaire brut. Le compte n'y est vraiment pas. Les discours hypocrites de certains chefs ne nous feront pas oublier qu'ils ne nous sourient que quand nous montrons les dents.

Correspondant LO

Gare de Lyon (Paris)

LES PORTEURS EN LUTTE

Depuis le 1er juin, les porteurs de la gare de Lyon à Paris sont en grève. En effet, depuis cette date, les anciens porteurs qui avaient un statut de porteurs libres n'ont plus l'autorisation d'exercer leur métier comme ils le faisaient, la SNCF ayant cédé le marché du portage à V.S.P. (Voyage Service Plus) filiale d'une filiale de la SNCF, France-Rail, créée par de hauts cadres de la SNCF.

Les conditions auxquelles cette entreprise propose de réembaucher les anciens porteurs sont scandaleuses : un salaire de 5 120 F net par mois, avec une amplitude de travail de 10 heures par jour. C'est bien moins que ce que ceux-ci gagnent en moyenne actuellement, alors que les voyageurs, eux, paieront 30 F minimum au lieu de 10 F par bagage auparavant. Et à V.S.P. les porteurs n'auraient même pas droit à la convention collective qui régit normalement ce type d'activité. De plus, V.S.P. se permet de demander une période d'essai d'un mois à des porteurs qui font déjà le travail pour certains depuis plus d'une dizaine d'années.

Dimanche 1er juin, V.S.P. a essayé de s'implanter sur la gare, et des cadres sont venus accompagnés de quelques jeunes porteurs embauchés à mi-temps pour 20 heures par semaine au taux horaire du SMIC. Les porteurs ont tout bloqué. Et ce sont des cadres qui ont dû s'occuper de la descente et de la montée des handicapés dans les trains.

Depuis, les porteurs se sont installés sur la plateforme d'arrivée de la gare, avec une grande banderole « porteurs en grève » tendue au-dessus des chariots, des panneaux et des tracts expliquant leurs revendications.

Ils ont reçu la visite des porteurs V.S.P. des gares Montparnasse et du Nord qui étaient eux-mêmes en grève il y a quelques mois contre cette entreprise. Et de nombreux voyageurs leur manifestent leur sympathie, et découvrent avec stupéfaction la façon dont la SNCF sous-traite ce service à une telle entreprise de surexploitation… dont les patrons ne sont autres que des cadres SNCF.

Correspondant LO

SNCF Villeneuve Prairie (Val-de-Marne)

DES NETTOYEURS FONT RECULER LEUR PATRON

La centaine de salariés de l'entreprise de nettoyage Penauille, qui travaillent au nettoyage des trains à Villeneuve-Prairie, a fait grève pendant trois semaines, du 7 au 31 mai : le patron voulait retirer à certains la prime dite de qualité, soit 400 F par mois. Le prétexte invoqué par Penauille était que la SNCF inflige des pénalités lorsque les trains ne sont pas suffisamment propres à son goût. Les grévistes réclamaient le paiement de la prime et le paiement de leurs jours de grève.

Les agents de maîtrise de l'entreprise ont fait, avec leurs semblables et certains cadres de la SNCF, le sale travail de briseurs de grève, tentant de remplacer les grévistes. Le vendredi 30 mai, Penauille a de nouveau tenté de faire faire ainsi le travail des grévistes. Ceux-ci se sont interposés et un cadre de Penauille, dans un moment de colère, a alors poussé une gréviste qui est tombée par terre. L'ouvrière est restée étendue sur le sol, très mal en point, avant que n'intervienne le médecin SNCF de l'établissement, suivi des pompiers qui l'ont alors transportée à l'hôpital.

Scandalisés par la brutalité du cadre, une cinquantaine de grévistes présents à ce moment ont spontanément fait une manifestation dans l'enceinte de la SNCF, parcourant le secteur et en appelant à la solidarité des cheminots… La direction SNCF de l'établissement, quant à elle, s'est empressée de déclarer que tout cela n'était pas de son ressort.

Quoi qu'il en soit, peut-être par crainte des suites de cet accrochage, dans la nuit qui a suivi, la direction de Penauille annonçait qu'elle cédait, que les 400 F de prime étaient maintenus pour tous et que la moitié des jours de grève serait payée. L'ouvrière étant sortie de l'hôpital, le samedi matin, les nettoyeurs annonçaient qu'ils reprenaient le travail, bien décidés comme auparavant à ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

Échos des entreprises

Embauchez !

Depuis le 19 avril l'agence postale de Bellecombe est fermée suite à un hold-up. Apparemment La Poste n'est pas pressée de la rouvrir. Auparavant c'était à l'agence de Saint-Paul : quand la personne qui tient le bureau est tombée malade, on a fermé le bureau au détriment des usagers qui apprécient les bureaux de proximité.

Les effectifs sont tellement justes que les remplacements deviennent impossibles. Et pour La Poste c'est tant pis pour les usagers.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Hôtel des Postes (Lyon)*

Des paroles en l'air

L'hôpital Jeanne-de-Flandre est normalement un hôpital mère-enfant, c'est-à-dire un hôpital pouvant offrir aux mères ou aux pères la possibilité de rester la nuit aussi avec leur enfant hospitalisé.

Mais ça reste très théorique car les chambres d'accompagnant sont en nombre très restreint et il est même bien difficile de se procurer des couchettes en dépannage.

Quelle hypocrisie quand on pense que la direction prétextait la présence des mamans pour réduire des postes d'auxiliaires-puéricultrices notamment la nuit !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *CHRU (Lille)*

Mairie de Tours

RAS-LE-BOL AU NETTOIEMENT

LO

La mairie de Tours, qui était entre les mains du réactionnaire Jean Royer depuis 1958, est passée au socialiste Jean Germain aux dernières municipales en 1995. En deux ans, le PS n'a fait que poursuivre et rendre systématique la politique de compression des effectifs entamée par Royer. Ainsi depuis le début des années 1990, c'est près de 500 emplois qui sont passés à la trappe par le non-renouvellement de contrats auxiliaires, le non-remplacement de départs en retraite, etc.

Pour faire fonctionner les services avec moins de personnel, la municipalité a entrepris leur réorganisation, sous couvert de modernisation et d'efficacité.

Les réorganisations successives ont pour conséquence de remettre en cause nos conditions de travail, entraînant à chaque fois le mécontentement, et parfois la mobilisation.

Aujourd'hui, c'est le service du nettoiement (les balayeurs) qui est sur la sellette. La municipalité veut réorganiser les équipes et les horaires de travail sur la base de 6 jours par semaine. Cela modifierait les jours de repos hebdomadaire et diminuerait la majoration des récupérations ou du paiement des heures travaillées les samedis et dimanches.

La réaction ne s'est pas fait attendre. En effet, la municipalité, qui se vante d'associer le personnel à cette réorganisation par les groupes de travail, a sorti en même temps une note indiquant que ses décisions étaient irréversibles. Cela a mis le feu aux poudres. Cela fait donc deux week-ends que, dans leur immense majorité, les agents du nettoiement font grève et se mobilisent. Les grévistes ont en particulier distribué des tracts aux usagers devant la mairie. Ils se sont également adressés aux autres agents de la municipalité. L'accueil a été favorable, bien des gens disant qu'ils rencontrent les mêmes problèmes, à la mairie comme ailleurs.

Malgré les préavis, la municipalité n'a jusqu'à présent pas cru bon de recevoir les grévistes. Le maire s'est contenté d'envoyer une lettre aux agents, expliquant notamment que venir déverser volontairement des détritus devant l'Hôtel de Ville le matin même des élections législatives est une opération qui se déplace du terrain syndical (...) vers le terrain politique.

On comprend bien la gêne de la mairie puisque le 1er adjoint au maire était en personne candidat aux législatives à Tours-centre. Mais rappelons que le même maire était venu nous apporter son soutien (moral) lorsque nous occupions le dépôt en décembre 1995. Il faut donc en conclure que pour un Germain (le maire socialiste) une grève est politique lorsqu'elle s'oppose à lui.

Quoi qu'il en soit, élections ou pas, les agents du service ont d'ores et déjà déposé des préavis de grève pour les week-ends suivants !

Correspondant LO

Valéo (Évreux)

COUP DE FORCE PATRONAL ET RÉPONSE OUVRIÈRE

À l'usine Valéo d'Évreux qui fabrique des équipements pour l'automobile, la direction a monté une opération commando pour déménager de nuit des machines, afin de fermer l'usine d'Évreux et transférer la production vers d'autres usines du groupe, à Mazamet ou à Sens.

Les dirigeants de Valéo veulent, disent-ils, fermer l'usine d'Évreux en jetant à la rue les ouvriers parce que cette usine serait la moins rentable du groupe. Et pourtant, l'ensemble du groupe Valéo a dégagé cette année un bénéfice de 1,2 milliard de francs, un chiffre en nette progression. Mais le baron Ernest-Antoine Seillère de Laborde, principal actionnaire du groupe, en veut encore plus. Cet héritier de la famille de Wendel, qui a régné sur la sidérurgie française, et vice-président du CNPF a de l'appétit.

Le vendredi 30 mai à minuit, avec le renfort de 80 vigiles, des cadres et techniciens ont tenté de faire ce sale boulot de déménageurs. Face à eux, une quinzaine d'ouvriers. Des pierres ont volé sur les camions, et après quelques échauffourées, les chauffeurs et déménageurs ont abandonné la partie. Les vigiles eux sont restés.

Le lendemain, le maire PCF d'Évreux, Roland Plaisance, déclarant sa solidarité avec les grévistes, faisait déposer plusieurs tonnes de terre à l'entrée de l'usine pour empêcher l'entrée de nouveaux camions. « *Je réponds au coup de force de Valéo par un autre coup de force* », a-t-il dit à juste titre.

Les patrons ferment les usines comme on ferme son frigidaire, pour soutirer ailleurs plus de profit et de subventions. C'est non seulement injuste et odieux mais aussi illogique et absurde du point de vue de la collectivité. La seule bonne réponse du monde du travail à ces pratiques patronales, c'est la réquisition sans rachat ni indemnités de ces sociétés qui licencient et qui font des profits.

Christian BERNAC

Échos des entreprises

Non aux samedis travaillés !

Jusqu'il y a un mois environ, nous avions droit aux jours chômés à répétition et aux discours de la direction sur la situation difficile, la mévente des voitures, etc.

Et voilà que maintenant, dans la plupart des bâtiments, il faudrait y aller de la semaine de 6 jours pour fournir la demande de voitures.

Dès le lundi, les chefs viennent nous demander si on peut venir samedi et certains nous annoncent que cela va durer jusqu'aux vacances comme ça.

À qui la direction voudrait-elle faire croire que tout a changé d'un seul coup de baguette magique et que rien n'était prévisible ? Nous ne sommes pas naïfs à ce point.

En fait la direction voulait faire passer son plan de licenciements à Vilvorde et les suppressions d'emplois en France dont plus de 400 sur l'usine. Et maintenant elle veut nous adapter à la demande quitte à nous faire rechômer dans quelques mois.

Son objectif, c'est de sortir sa production avec moins de travailleurs pour distribuer plus de profits à ses gros actionnaires.

Eh bien il faut lui montrer qu'on n'est pas dupes et se faire respecter en refusant ces heures supplémentaires.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Renault (Le Mans)*

C'est une honte !

Le patron prend comme chaque année pour la période de l'été de jeunes en contrat de qualification.

Ces jeunes ne lui coûtent pas cher : il y a exonération des charges patronales, le patron touche de l'argent pour assurer une prétendue formation et de plus l'an dernier ils n'étaient payés qu'à 90 % du salaire conventionnel.

Mais cette année, c'est encore pire, ils ne toucheront que 80 % du salaire ! Et le patron a le culot de nous parler des nécessités liées à la concurrence alors que le groupe Carrefour affiche des profits records.

Ces jeunes se qualifieront au moins à une chose, à voir de près ce qu'est l'exploitation.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Carrefour (Claira – Pyrénées-Orientales)*

Algérie

DES ÉLECTIONS QUI NE RÉSOUDRONT RIEN

La campagne pour les élections législatives du 5 juin en Algérie aura été marquée par une recrudescence des actes terroristes meurtriers organisés par les groupes islamistes armés. Attentats à la voiture piégée, explosions de bombes dans des quartiers populaires, massacres perpétrés par des commandos islamistes qui enlèvent, assassinent et égorgent parfois des familles entières : les victimes des terroristes islamistes au cours de ces dernières semaines se comptent par dizaines.

Si les islamistes de l'ex-FIS voulaient démentir les affirmations des dirigeants algériens sur la normalisation de la situation dans ce pays et le caractère « résiduel » du terrorisme, c'est chose faite. La multiplication des interventions de l'armée algérienne pendant toute cette période en est d'ailleurs aussi la preuve.

Car les islamistes n'ont pas été les seuls à tuer et à assassiner. Même si la presse internationale s'est montrée beaucoup plus discrète sur ce sujet, les militaires au pouvoir n'ont pas hésité à semer la terreur et la mort dans divers endroits du pays. Pendant que meetings, prises de positions politiques, interventions à la télévision (parfois censurées d'ailleurs) des différents partis pouvaient laisser croire à des pratiques plus démocratiques, l'armée algérienne continuait avec acharnement la guerre sans merci qu'elle mène depuis plusieurs années contre les groupes armés issus de l'ex-FIS sans épargner la population elle-même.

D'après diverses sources, la dernière semaine de mai aurait ainsi été marquée par une offensive contre des maquis islamistes où plus de cent trente islamistes auraient trouvé la mort. Et nombreuses auraient été les interventions des militaires et des forces de l'ordre dans les quartiers pauvres réputés fidèles à l'ex-FIS.

Quels que soient les résultats de cette consultation électorale, l'existence demain d'un Parlement dont l'élection est destinée à tenter de donner une légitimité au pouvoir ne réglera aucun des problèmes qui pèsent depuis des années sur la population algérienne. Les militaires au pouvoir collaboreront peut-être au sommet avec les islamistes modérés, mais cela ne résoudra pas les problèmes liés à la persistance de l'activité des terroristes islamistes vers lesquels des jeunes sont constamment poussés, tant par la misère existant dans les quartiers pauvres que par la violence des méthodes de l'armée et des forces de l'ordre dans ces mêmes quartiers.

Et puis surtout, les militaires qui continueront d'exercer le pouvoir réel se prévaudront de ce simulacre de légitimité pour continuer d'imposer à l'ensemble des classes populaires un appauvrissement et des sacrifices qui permettent à une minorité de privilégiés de s'enrichir. Plans de licenciements à l'occasion de privatisations, salaires bloqués ou non payés, restrictions de tous les budgets sociaux, diminution des dépenses de santé, etc., telle sera encore la politique des militaires demain ; une politique à laquelle les partis qui soutiennent Zeroual, l'actuel Président, tout comme ceux qui se disent d'opposition collaboreront ; car si la classe politique est divisée sur l'attitude à avoir vis-à-vis de l'ex-FIS, elle ne l'est pas quand il s'agit d'imposer des sacrifices à la population.

Alors la population algérienne n'a pas d'issue du côté des islamistes terroristes qui, s'ils parvenaient un jour au pouvoir imposeraient à l'ensemble de la société une dictature sanglante et qui utiliseraient leur crédit dans les classes pauvres pour mieux les faire taire et les enchaîner. Elle n'en a pas davantage du côté d'un pouvoir qui est responsable de la situation actuelle. Mais elle n'en a pas non plus du côté des partis qui font mine de croire que la solution est d'en revenir à un véritable parlementarisme alors qu'ils ne visent qu'à s'approcher un peu du pouvoir. La seule issue est que les classes populaires et en premier lieu la classe ouvrière défendent elles-mêmes leurs intérêts aussi bien contre le pouvoir militaire que contre les islamistes et imposent que les richesses qu'elles créent cessent d'être accaparées par une minorité privilégiée et par l'impérialisme, français en premier lieu.

Henriette MAUTHEY

Turquie

LE GOUVERNEMENT ISLAMISTE TIENDRA-T-IL UN AN ?

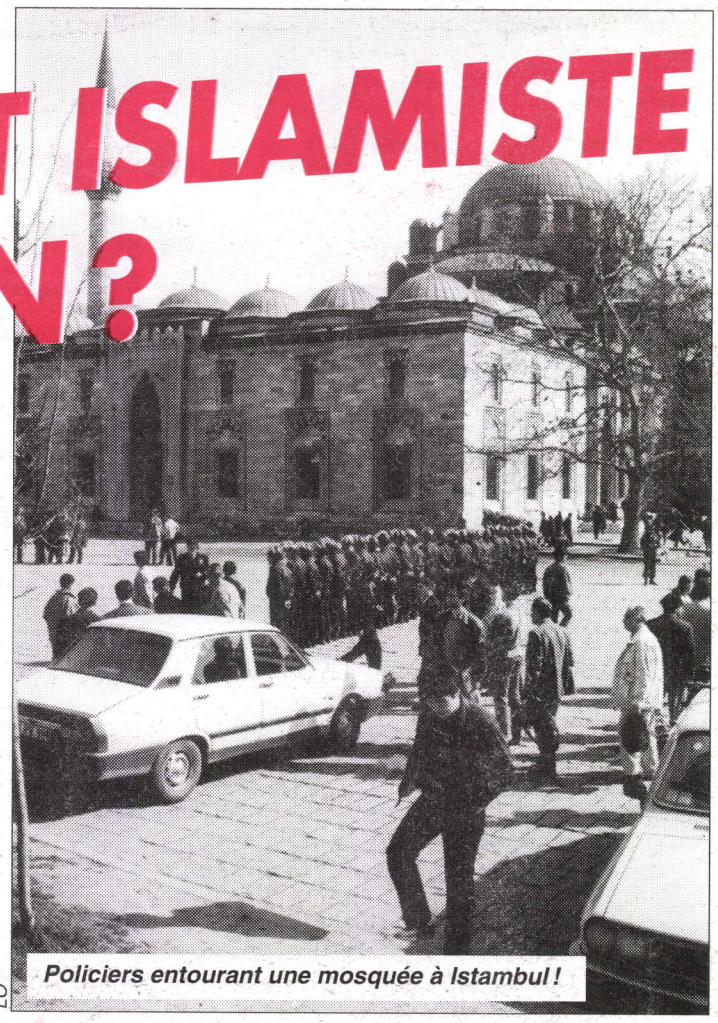
La coalition gouvernementale dirigée par le chef du Parti Islamiste Turc, Erbakan, réussira-t-elle à durer un an ? Rien n'est moins sûr puisque, installée au gouvernement en juillet dernier, elle n'a maintenant plus de majorité.

La coalition est soumise depuis plusieurs mois à une forte pression émanant de l'armée et d'autres partis dits « laïques » qui s'indignent que la République turque fondée par Atatürk puisse être dirigée par un islamiste. Cela s'est manifesté par des mises en garde répétées de l'armée, un mépris affiché de celle-ci à l'égard du chef du gouvernement, que l'état-major n'a même pas informé de sa récente expédition militaire au nord de l'Irak contre les guérillas kurdes du PKK, affirmant que si elle l'avait fait il aurait pu y avoir des « fuites » vers l'organisation nationaliste kurde.

Enfin, des sommes de plus en plus élevées ont été offertes, paraît-il, à des députés pour qu'ils acceptent de cesser leur soutien au gouvernement. C'est finalement ce qui semble avoir été le plus efficace pour faire retrouver à ces députés des convictions « laïques », certes tardives mais assises sur du concret. Au fil des motions de censure, la majorité s'est amenuisée par le départ d'un certain nombre de ces députés, appartenant au parti de Tansu Ciller, le DYP (Parti de la Juste Voie) partenaire du Parti Islamiste dans la coalition.

Mais l'islamiste Erbakan et surtout sa partenaire Ciller s'accrochent encore au pouvoir. A cela aussi il y a des raisons bien concrètes car la « laïque » Ciller est sous la menace d'une mise en accusation pour corruption dont seul l'accord avec Erbakan l'a sauvée. La dernière formule retenue serait qu'Erbakan cède sa place à Ciller à la tête du gouvernement pour maintenir la coalition en survie jusqu'à des élections anticipées. La manœuvre est risquée, il n'est pas dit que les adversaires de plus en plus nombreux du gouvernement Erbakan laissent celui-ci la mener à son terme, mais dans tous les cas il est donc probable que le premier chef de gouvernement islamiste qu'ait connu la Turquie doive rapidement passer la main.

Reste à savoir si cette victoire du camp dit « laïque » aurait quelque chose de bon du point de vue des classes populaires ? Certainement pas, car l'armée et les différents partis d'opposition parlementaire ne valent pas mieux que l'actuel gouvernement et ont une politique tout aussi réactionnaire ; y compris sur le plan de la religion qu'ils ont tous plus ou moins favorisée, comme un moyen de contrôler les couches populaires et de leur prêcher la soumission.



LO

Policiers entourant une mosquée à Istambul !

Il n'y aura certes pas à pleurer si le premier gouvernement islamiste turc tombe après moins d'un an. Mais il ne représente qu'une petite partie des forces réactionnaires à l'œuvre et qui se disputent le pouvoir à Ankara. Et la pire des choses, pour les travailleurs et les classes populaires, serait de se laisser tromper par toutes ces forces, y compris l'armée, qui se servent aujourd'hui du faire-valoir islamiste pour se parer de vertus « laïques » et démocratiques. D'une armée qui au même moment massacre les autonomistes kurdes, il n'y a rien à attendre de bon.

A. F.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995